

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 novembre 2013

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Justice

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 november 2013

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

Justitie

Documents précédents:

Doc 53 **3096/ (2013/2014):**

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 030: Notes de politique générale.
031: Erratum.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Voorgaande documenten:

Doc 53 **3096/ (2013/2014):**

001: Lijst van beleidsnota's.
002 tot 030: Beleidsnota's.
031: Erratum.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

INTRODUCTION

L'année 2013 a été marquée par d'importantes réformes pour la justice en Belgique. La Chambre des représentants a été amenée à se pencher sur deux projets de loi sur la réforme de l'ordre judiciaire, un projet de loi sur le nouveau statut disciplinaire des magistrats, un projet de loi sur le premier renforcement de la loi Lejeune en 125 ans, un projet de loi sur les nouveaux tribunaux de la famille, deux projets de loi sur les réformes du droit successoral, un projet de loi sur la Cour de cassation, diverses lois relatives au droit économique, en plus des textes de loi sur la réforme de l'État, le Conseil d'État et la police dans lesquels l'administration et la cellule stratégique de la Justice étaient également impliquées. Il s'agissait souvent de réformes qui faisaient l'objet de discussions depuis plusieurs décennies déjà, sans qu'une solution soit apportée aux problèmes.

L'administration, la cellule stratégique et la ministre ont par ailleurs répondu à plus de deux milles questions orales et écrites en matière de justice, ou une moyenne de cinquante questions par semaine de travail parlementaire.

La réforme de l'ordre judiciaire est sans conteste l'innovation la plus importante, la modification la plus radicale de notre système judiciaire depuis 1830. Le nombre de districts judiciaires a été réduit de moitié, la mobilité des magistrats a été améliorée, le cadre des nouvelles structures de gestion a été fixé. Après trente ans d'âpres discussions, une page a définitivement été tournée. Les dix prochaines années au moins seront placées sous le signe des modalités selon lesquelles ce nouveau départ pour la justice prendra forme.

Outre ce travail législatif, des efforts particuliers ont également été consentis pour supprimer le goulot d'étranglement dans le cadre de l'exécution des peines. Des résultats ont été enregistrés. Pour la fin 2014, la construction de trois nouvelles prisons et de deux centres de psychiatrie légale et la prolongation de la convention conclue avec les Pays-Bas pour la prison de Tilburg doivent générer 1000 places pour l'accueil des détenus. Simultanément, nous nous sommes pleinement consacrés, au sein des maisons de justice, à la diversification des peines et la suppression des listes d'attente en matière de probation, de peines de travail et de bracelets électroniques. Le résultat le plus stupéfiant est d'être parvenu à plus de doubler le nombre de bracelets utilisés: 800 début 2012 contre plus de 1600 aujourd'hui. Cela a été rendu possible grâce à de nouveaux recrutements, à une meilleure gestion et à l'engagement important des maisons de justice.

INLEIDING

Het jaar 2013 is voor de Belgische Justitie een jaar van grote hervormingen geweest. De Kamer van Volksvertegenwoordigers kreeg twee wetsontwerpen over de hervorming van de rechterlijke orde te verwerken, één over het nieuw tuchtstatuut voor magistraten, één over de eerste verstrenging van de wet-Lejeune in 125 jaar, één over de nieuwe familierechtbanken, twee over hervormingen in het erfrecht, één over het Hof van Cassatie, verscheidene wetten inzake economisch recht, naast wetteksten inzake de staatshervorming, de Raad van State en de tweede politiehervorming waar de administratie en de beleidscel van Justitie ook bij betrokken waren. Vaak ging het daarbij om hervormingen waarover al verscheidene decennia werd gediscussieerd zonder dat er knopen werden doorgehakt.

Daarnaast zorgden de administratie, de beleidscel en de minister voor antwoorden op ruim tweeduizend mondelinge en schriftelijke vragen inzake Justitie, of gemiddeld 50 vragen per parlementaire werkweek.

De belangrijkste vernieuwing is ongetwijfeld de hervorming van de rechterlijke orde, de meest ingrijpende wijziging van ons Justitie-systeem sinds 1830. Het aantal gerechtelijke districten is gehalveerd, de mobiliteit van magistraten vergroot, het kader van de nieuwe beheersstructuren vastgelegd. Na dertig jaar aanslepende discussie is een bladzijde definitief omgedraaid. Minstens de volgende tien jaar zullen in het teken staan van de wijze waarop deze nieuwe start voor Justitie vorm zal krijgen.

Buiten dit wetgevend werk werden ook bijzondere inspanningen geleverd voor het wegwerken van de bottleneck in de strafuitvoering. Dit leverde resultaten op. De bouw van drie nieuwe gevangenissen en van twee forensisch-psychiatrische centra moeten, samen met de verlenging van het contract met Nederland voor de gevangenis van Tilburg, tegen eind 2014 1000 plaatsen voor gedetineerden opleveren. Tegelijk werd volop ingezet op de diversifiëring van de straffen en het wegwerken bij de Justitiehuizen van de wachtlijsten in de probatie, bij de werkstraffen en bij de enkelbanden. Het meest verbluffende resultaat daar is de ruime verdubbeling van het aantal enkelbanden in gebruik, van 800 begin 2012 naar meer dan 1600 vandaag, mogelijk gemaakt door nieuwe aanwervingen, beter beheer en de grote inzet van de Justitiehuizen.

Trois conséquences importantes en découlent. Tout d'abord, pour la première fois depuis plusieurs décennies, les peines sont de nouveau réellement exécutées, ce qui est aussi une réalité pour les peines 'moins lourdes' entre six mois et trois ans. Ensuite, nous humanisons en partie la pratique de la détention préventive, qui concerne encore 40 % des détenus dans nos cellules, mais qui ne peut être révisée en profondeur que dans le cadre d'une révision générale du droit pénal. Enfin, pour la première fois depuis longtemps, la pression de la surpopulation s'est allégée, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour une politique pénitentiaire différenciée et donc une approche plus efficace et plus humaine des détenus.

En dehors de ce travail dans le système judiciaire et pendant l'exécution des peines, une série de modifications de loi mineures sont également mis en œuvre. La plus importante est sans aucun doute le choix plus large de nom de famille à la naissance d'un enfant, avec la possibilité de choisir aussi bien le nom du père, que celui de la mère, ou celui des deux à la fois.

La présente note de politique pour la dernière année civile de la législature sera courte par définition, étant donné que nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que le gouvernement soit en période d'affaires courantes à partir d'avril et qu'un nouveau cabinet entre en fonction en été, lequel fixera son propre agenda et rédigera ses propres notes de politique. Inspirés par le travail de longue haleine réalisé par le SPF Justice, nous souhaitons malgré tout présenter des projets et des perspectives pour le travail dans ce département pour 2013 et pour les années à venir.

1. Réforme de l'organisation judiciaire

La réforme de l'ordre judiciaire a été annoncée l'an dernier. Les textes sont actuellement soumis au vote du Parlement. En d'autres termes, d'importantes étapes sont franchies dans la réforme de l'organisation judiciaire. Cette réforme fondamentale du troisième pouvoir dans notre pays peut se résumer en trois grands piliers:

1. l'élargissement d'échelle: les 27 arrondissements judiciaires sont ramenés à 12 nouveaux arrondissements judiciaires;

2. la mobilité: les magistrats peuvent être affectés de manière plus flexible en fonction des besoins;

3. la gestion: sur la base d'une obligation de résultat, le pouvoir judiciaire devient lui-même responsable de la gestion de son budget et de son personnel.

Dit heeft drie belangrijke gevolgen. Enerzijds is er voor het eerst in verscheidene decennia opnieuw een reële strafuitvoering, ook voor zogenaamde 'kleinere' straffen tussen zes maand en drie jaar. Tegelijk humaniseren we voor een stuk de praktijk van de voorlopige hechtenis, die nog altijd goed is voor 40 % van de gedetineerden in onze cellen, maar die slechts diepgaand hervormd kan worden in het kader van een algemene herziening van het strafrecht. Tenslotte is er voor het eerst sedert lang een verlichting van de druk van de overbevolking, waardoor nieuwe perspectieven worden geopend voor een gedifferentieerd penitentiair beleid, en dus een efficiëntere en humanere aanpak van gedetineerden.

Buiten dit werk in de rechterlijke orde en de strafuitvoering worden ook een hele reeks kleinere wetswijzigingen doorgevoerd. De belangrijkste is ongetwijfeld de grotere keuze in de familienaam bij de geboorte van een kind, waarbij zowel de naam van de vader als die van de moeder, als die van beiden mogelijk zijn.

Deze beleidsnota voor het laatste burgerlijk jaar van de legislatuur zal per definitie kort zijn, vermits redelijk verwacht kan worden dat de regering vanaf april in lopende zaken zal zijn, en er vanaf de zomer een nieuw kabinet kan aantreden, dat zijn eigen agenda en beleidsnota's zal opstellen. Desondanks willen we toch, mede geïnspireerd door het vele werk vanuit de FOD Justitie, plannen en perspectieven aanreiken voor het werk op dit departement voor dit en volgende jaren.

1. De hervorming van de rechterlijke organisatie

Vorig jaar werd de hervorming van de Rechterlijke Orde aangekondigd. Op dit ogenblik liggen de teksten ter stemming voor in het parlement. Er wordt met andere woorden belangrijke stappen gezet in de hervorming van de rechterlijke organisatie. Deze fundamentele hervorming van de derde macht in ons land, kan worden samengevat in drie grote pijlers:

1. Schaalvergroting, waarbij de 27 gerechtelijke arrondissementen worden teruggebracht tot 12 nieuwe gerechtelijke arrondissementen

2. Mobiliteit, waardoor magistraten flexibeler kunnen worden ingezet in functie van de noden en behoeften

3. Beheer, waardoor de rechterlijke macht op basis van een resultaatverbintenis zelf verantwoordelijk wordt voor het beheer van budget en personeel

Ces trois piliers ont été coulés dans deux projets de loi différents. Le premier projet de loi concernant l'élargissement d'échelle et la mobilité a été approuvé en juillet par la Chambre des représentants et est actuellement soumis au vote du Sénat. Le deuxième projet de loi concernant la gestion de l'ordre judiciaire est en discussion au Parlement.

Le réaménagement du paysage judiciaire fait suite à la réforme des polices. Les 27 arrondissements fusionneront en 12 arrondissements plus importants. La réforme des polices a montré que l'élargissement d'échelle présente des avantages en termes de gestion, de personnel, de budget, de spécialisation interne et de services au citoyen. Entre-temps, la seconde phase de la réforme des polices prévoit aussi la réduction des structures de la police de 27 à 12 arrondissements, à l'image de ce qui se fera pour le futur ordre judiciaire.

Ces nouveaux arrondissements judiciaires se baseront sur le niveau administratif existant des provinces, aucune nouvelle structure n'étant créée. Les spécificités linguistiques de Bruxelles et d'Eupen seront toutefois prises en considération. Il subsistera ainsi 12 arrondissements judiciaires: les 10 provinces + Bruxelles et Eupen.

Les lieux d'audience actuels seront conservés pour garantir une justice de proximité. Les justiciables ne devront de ce fait pas parcourir de trop grandes distances.

Les magistrats seront nommés au niveau des nouveaux tribunaux. Comme les arrondissements deviendront plus grands, les magistrats seront nommés à une plus grande échelle et pourront être affectés dans toute la province. De plus, la mobilité des magistrats sera toutefois renforcée et permettra une mobilité entre les arrondissements.

De ce regroupement et de cette mobilité doivent découler un sens des responsabilités plus important et une plus grande efficacité au sein de l'organisation grâce à une meilleure utilisation des personnes et des moyens au sein d'une entité plus vaste. En même temps, un degré de spécialisation plus important sera possible pour répondre à la complexité croissante des affaires.

Cet élargissement d'échelle sert en outre de levier à une décentralisation des compétences de gestion du ministre de la Justice vers l'ordre judiciaire de manière à ce que ce dernier soit lui-même responsable de la gestion de ses propres moyens.

Deze drie pijlers werden in twee verschillende wetsontwerpen gegoten. Het eerste wetsontwerp met de schaalvergroting en de mobiliteit werd in juli goedgekeurd door de Kamer van Volksvertegenwoordiger en ligt momenteel ter stemming voor in de Senaat. Het tweede wetsontwerp, met betrekking tot het beheer van de Rechterlijke Orde, wordt inmiddels besproken in het parlement.

In navolging van de politiehervorming wordt het gerechtelijk landschap hertekend. De 27 arrondissementen worden samengevoegd tot 12 grotere arrondissementen. De politiehervorming heeft aangetoond dat schaalvergroting voordelen oplevert op vlak van beheer, personeel, budget, interne specialisatie en dienstverlening aan de burger. Inmiddels is in de tweede fase van de politiehervorming eveneens voorzien dat de politiestructuren herleid worden van 27 naar 12 arrondissementen, dezelfde als voor de toekomstige rechterlijke orde.

Deze nieuwe gerechtelijke arrondissementen worden georiënteerd op het bestaande administratieve niveau van de provincies, waardoor geen nieuwe structuren worden gecreëerd. Wel wordt rekening gehouden met de specifieke taalkundige kenmerken van Brussel en Eupen, waardoor 12 gerechtelijke arrondissementen overblijven: de 10 provincies + Brussel en Eupen.

De huidige zittingsplaatsen zullen worden behouden om de nabijheidsjustitie te vrijwaren. Zo zullen rechtszoekenden geen al te grote afstanden moeten afleggen.

Magistraten zullen worden benoemd op niveau van de nieuwe rechtbanken. Doordat de arrondissementen groter worden, worden de magistraten op een grotere schaal benoemd en kunnen ze in heel de provincie worden ingezet. Maar daarnaast wordt de mobiliteit van magistraten versterkt waardoor er een mobiliteit mogelijk is tussen de arrondissementen.

Uit deze hergroepering en mobiliteit moet meer verantwoordelijkheidszin en meer efficiëntie binnen de organisatie voortvloeien omdat mensen en middelen beter kunnen ingezet worden binnen een groter geheel. Tegelijk wordt meer specialisatie mogelijk om tegemoet te komen aan de toenemende complexiteit van de gedingen.

Deze schaalvergroting dient verder als hefboom voor een decentralisatie van de beheersbevoegdheden van de minister van Justitie naar de Rechterlijke Orde zodat die zelf verantwoordelijk wordt voor het beheer van de eigen middelen.

Grâce à la nouvelle loi relative à la gestion, l'ordre judiciaire recevra davantage d'autonomie et de responsabilités. Dans les domaines de la gestion, un contrat de gestion deviendra le baromètre objectif sur la base duquel le personnel et les moyens seront attribués.

Pour rendre cela possible, la réforme de la justice créera de nouvelles structures de gestion et les lignes de force d'une gestion autonome seront inscrites dans le Code judiciaire.

Un Collège du ministère public et un Collège des cours et tribunaux seront créés. Ils constitueront l'axe de la nouvelle structure. Le ministre de la Justice conclura un contrat de gestion avec chacun des collèges. Ces organes seront responsables de la répartition des moyens entre les entités locales propres au sein de l'ordre judiciaire. Chaque entité judiciaire rédigera un plan de gestion sur la base duquel les moyens seront répartis. A cet effet, chaque entité judiciaire disposera d'un comité de direction.

De par sa nature et sa place particulières au sein de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation conclura directement son contrat de gestion avec le ministre de la Justice.

Afin d'octroyer l'expertise nécessaire à l'organisation judiciaire, les collèges se verront doter d'un service d'appui composé d'experts, auquel les autorités judiciaires pourront également faire appel. En outre, les collèges auront d'importantes compétences pour développer des instruments de gestion uniforme et garantir l'unité en matière de gestion pour chaque pilier.

Le principe général est posé que les cours, les tribunaux, les justices de paix, les parquets et les auditorats près ces cours et tribunaux seront désormais responsables de la gestion de leurs moyens de fonctionnement. Cette responsabilité leur sera progressivement confiée avec les moyens de fonctionnement transférés.

Le modèle de gestion est basé sur un modèle dual. Cela signifie que le siège et le ministère public s'occuperont chacun de leur propre gestion et auront par conséquent leurs propres structures de gestion. Au niveau central, il est créé deux organes: le Collège des cours et tribunaux pour le siège et le Collège du ministère public pour le ministère public.

Les missions du Collège des cours et tribunaux (article 181 du Code judiciaire) sont les suivantes:

Dankzij de nieuwe wet op het beheer zal de Rechterlijke Orde meer autonomie en verantwoordelijkheid krijgen. In de beheersdomeinen zal een beheersovereenkomst de objectieve graadmeter worden op basis waarvan personeel en middelen worden toegekend.

Om dit mogelijk te maken, creëert de justiehervorming nieuwe beheerstructuren en worden de krachtlijnen van een autonoom beheer ingeschreven in het Gerechtelijk Wetboek.

Er komt een College voor het openbaar ministerie en een College voor de hoven en rechtbanken, die de spil zullen worden in de nieuwe structuur. De minister sluit een beheersovereenkomst af met elk van de colleges. Deze organen zullen verantwoordelijk worden voor de verdeling van de middelen over de eigen lokale entiteiten binnen de Rechterlijke Orde. Elke gerechtelijke entiteit zal een beheersplan opstellen op basis waarvan de middelen zullen worden verdeeld. Daartoe komt er in elke gerechtelijke entiteiten een directiecomité.

Omwille van zijn bijzondere aard en plaats in de Rechterlijke Orde, sluit het Hof van Cassatie zijn beheersovereenkomst rechtstreeks af met de minister van Justitie.

Om de rechterlijke organisatie de nodige expertise toe te kennen krijgen de Colleges een steundienst met experten waarop ook de gerechtelijke autoriteiten een beroep kunnen doen. Bovendien hebben de colleges belangrijke bevoegdheden om uniforme beheersinstrumenten te ontwikkelen en om de eenheid inzake beheer voor elke pijler te verzekeren.

Het algemene principe is gesteld dat de hoven, rechtbanken, vrederechten en de parketten en de auditoraten bij die hoven en rechtbanken voortaan zelf verantwoordelijkheid zullen dragen voor het beheer van hun werkingsmiddelen. Die verantwoordelijkheid zal hen geleidelijk met de overgedragen werkingsmiddelen toegekend worden.

Het beheermodel gaat uit van een duaal model. Dat betekent dat de zetel en het openbaar ministerie elk zullen instaan voor hun eigen beheer en derhalve hun eigen beheersstructuren zullen hebben. Centraal worden twee organen opgericht: het College van de hoven en rechtbanken voor de zetel en een College van het openbaar ministerie voor het openbaar ministerie.

De opdrachten van het nieuwe college van de hoven en rechtbanken (artikel 181 van het Gerechtelijk Wetboek) zijn de volgende:

“Un Collège des cours et tribunaux qui assure le bon fonctionnement général du siège est créé. Dans la limite de cette compétence, le Collège:

1° prendra des mesures qui garantissent une administration de la justice accessible, indépendante, diligente et de qualité en organisant entre autres la communication, la gestion des connaissances, une politique de qualité, les processus de travail, la mise en œuvre de l’informatisation, la gestion stratégique des ressources humaines, les statistiques, la mesure et la répartition de la charge de travail;

2° soutiendra la gestion au sein des cours d’appel, des cours du travail, des tribunaux et des justices de paix.”

Pour exercer les tâches et compétences prévues à l’article 181 du Code judiciaire, le collège pourra formuler tant des recommandations que des directives contraignantes en matière de fonctionnement et de gestion. Elles s’adresseront aux comités de direction, jamais à des juges individuels. Il va de soi que les compétences du Collège des cours et tribunaux ne peuvent en rien toucher à l’indépendance des magistrats du siège ou influencer les décisions qu’ils doivent prendre dans les dossiers qui leur sont soumis. Le collège prend des décisions à la majorité simple des voix.

Le collège est composé de 10 personnes: trois premiers présidents près la cour d’appel, un premier président de la cour du travail, trois présidents du tribunal de première instance, un président du tribunal de commerce, un président du tribunal du travail et un président des justices de paix et tribunaux de police.

Le collège offrira, par ailleurs, un soutien à la gestion. Il est impossible d’accorder à chaque juridiction tous les types d’expertise en matière de gestion. C’est la raison pour laquelle l’expertise sera concentrée au sein du collège, plus particulièrement au sein d’un service d’appui. Les experts de ce service d’appui pourront ensuite assister les cours et tribunaux.

Il existera un Collège du ministère public à côté du Collège des procureurs généraux, qui conservera ses compétences en matière de politique criminelle vu le rôle hiérarchique des procureurs généraux. Toutefois, le Collège du ministère public apportera un soutien à la politique criminelle via la gestion. Comme les procureurs généraux font partie du Collège du ministère public, ils peuvent se porter garants de l’harmonie entre la politique criminelle et la gestion.

“Er wordt een College van hoven en rechtbanken opgericht dat instaat voor de goede algemene werking van de zetel. Binnen deze bevoegdheid zal het College:

1 maatregelen nemen die een toegankelijke, onafhankelijke, tijdige en kwaliteitsvolle rechtsbedeling verzekeren door het organiseren van onder meer communicatie, kennisbeheer, een kwaliteitsbeleid, werkprocessen, het uitwerken van de informatisering, het strategisch personeelsbeleid, de statistiek, de werklastmeting en werklastverdeling;

2° ondersteuning bieden aan het beheer binnen de hoven van beroep en arbeidshoven, rechtbanken en vrederechten.”

Teneinde de taken en bevoegdheden uit artikel 181 GW uit te voeren, zal het College zowel aanbevelingen als dwingende richtlijnen kunnen uitvaardigen, over de werking en het beheer. Ze zijn gericht aan de directiecomités, nooit aan individuele rechters. Het spreekt voor zich dat de bevoegdheden van het College van de hoven en rechtbanken de onafhankelijkheid van de magistraten van de zetel niet mag raken, of beslissingen die ze moeten nemen in de dossiers die hen zijn voorgelegd beïnvloeden. Beslissingen van het College worden bij een gewone meerderheid van stemmen genomen.

Het College bestaat uit tien personen: drie eerste voorzitters bij de hoven van beroep en één eerste voorzitter van de arbeidshoven, drie voorzitters van de rechtbank van eerste aanleg, één van de rechtbank van koophandel, één van de arbeidsrechtbank en één van de vrederechten en politierechtbanken.

Het College zal bovendien ondersteuning bieden aan het beheer. Het is onmogelijk om aan elk rechtscollege alle types van beheersexpertise toe te kennen. De expertise zal daarom geconcentreerd worden in het College, en meer bepaald in een steundienst. De experts van die steundienst zullen vervolgens de hoven en rechtbanken kunnen bijstaan.

Er zal ook een College van het openbaar ministerie bestaan naast het College van procureurs-generaal dat zijn bevoegdheden inzake strafrechtelijk beleid zal behouden gelet op de hiërarchische rol van de procureurs-generaal. Het College van het openbaar ministerie zal echter via het beheer ondersteuning geven aan dat strafrechtelijk beleid. Aangezien de procureurs-generaal deel uitmaken van het College van het openbaar ministerie kunnen zij garant staan voor de eenheid tussen het strafrechtelijk beleid en het beheer.

Les missions du Collège du ministère public (article 184 du code judiciaire) sont les suivantes:

“§ 1^{er}. Un Collège du ministère public est créé qui, dans les limites de ses compétences, prend toutes les mesures nécessaires à la bonne gestion du ministère public:

1° le soutien à la gestion en exécution de la politique criminelle déterminée par le Collège des procureurs généraux conformément à l'article 143bis, § 2;

2° la recherche de la qualité intégrale notamment dans le domaine de la communication, de la gestion des connaissances, de la politique de qualité, des processus de travail, de la mise en œuvre de l'informatisation, de la gestion stratégique des ressources humaines, des statistiques ainsi que de la mesure et de la répartition de la charge de travail afin de contribuer à une administration de la justice accessible, indépendante, prompte et de qualité;

3° le soutien à la gestion au sein des entités judiciaires du ministère public.”.

Le collège peut formuler des recommandations et édicter des directives contraignantes aux comités de direction des entités judiciaires du ministère public. Il prend des décisions à la majorité simple des voix.

Le collège est composé de 10 personnes. Au Collège du ministère public, siègent aux côtés des cinq procureurs généraux près les cours d'appel, trois membres du Conseil des procureurs du roi, un membre du Conseil des auditeurs du travail et le procureur fédéral.

Il est créé un service d'appui commun qui sera au service du Collège du ministère public et du Collège des procureurs généraux.

Les matières de gestion communes sont des matières dans lesquelles le siège et le ministère public, éventuellement avec le service fédéral public Justice, sont tellement liés qu'elles ne peuvent être gérées tous seules par un collège ou qu'avec des moyens proportionnellement excessifs. Une matière peut donc être considérée comme commune soit au siège et au ministère public conjointement, soit au siège et au ministère public avec le service fédéral public Justice.

De opdrachten van het College van het openbaar ministerie (artikel 184 van het Gerechtelijk Wetboek) zijn de volgende:

“§ 1. Er wordt een College van het openbaar ministerie opgericht dat binnen zijn bevoegdheden alle maatregelen neemt die nodig zijn voor een goed beheer van het openbaar ministerie:

1° ondersteuning bieden aan het beheer ter uitvoering van het strafrechtelijk beleid bepaald door het College van procureurs generaal conform artikel 143bis, § 2;

2° het nastreven van de integrale kwaliteit op het vlak van onder meer communicatie, kennisbeheer, kwaliteitsbeleid, werkprocessen, tenuitvoerlegging van de informatisering, strategisch personeelsbeleid, statistiek, werklastmeting en werklastverdeling teneinde bij te dragen aan een toegankelijke, onafhankelijke, tijdige en kwaliteitsvolle rechtsbedeling;

3° ondersteuning bieden aan het beheer binnen de gerechtelijke entiteiten van het openbaar ministerie.”

Het College kan aanbevelingen formuleren en dwingende richtlijnen opleggen aan de directiecomités van de gerechtelijke entiteiten van het openbaar ministerie. Beslissingen worden bij een gewone meerderheid van stemmen genomen.

Het College bestaat uit 10 personen. In het College van het openbaar ministerie nemen, naast de vijf procureurs-generaal bij de hoven van beroep, drie leden van de raad van procureurs des Konings, een lid van de raad van de arbeidsauditeurs en de federale procureur plaats.

Er wordt ook een gemeenschappelijke steundienst opgericht die ten dienste zal staan van het College van het openbaar ministerie en dat van de procureurs-generaal.

Gemeenschappelijke beheersaangelegenheden zijn aangelegenheden waar zetel en openbaar ministerie, al dan niet samen met de Federale Overheidsdienst Justitie, zo sterk verbonden zijn dat ze niet alleen of enkel met proportioneel buitensporig ingezette middelen kunnen beheerd worden door een College. Een beheersaangelegenheid kan als gemeenschappelijk worden beschouwd, zowel tussen de zetel en openbaar ministerie samen als tussen het openbaar ministerie, de zetel en de Federale Overheidsdienst Justitie.

Il y a des compétences où le service fédéral public Justice joue un rôle important et a une expertise spécifique qui ne peuvent être transférées complètement, ni immédiatement aux collèges. C'est la raison pour laquelle il est prévu dans ces articles la possibilité de confier l'ensemble ou une partie de la gestion de telles matières aux deux collèges en collaboration avec le service public fédéral Justice.

Dans le processus de l'autonomie de gestion, il est essentiel que les compétences soient transférées sans porter atteinte au fonctionnement de l'organisation judiciaire. Ce processus est nécessairement évolutif. Il s'avère donc difficile d'établir dans la loi une liste des matières qui devraient impérativement être gérées conjointement. C'est pourquoi le roi est chargé de déterminer cela, par arrêté délibéré en conseil des ministres. Les trois acteurs seront impliqués et donneront chacun leur avis.

Sur le plan local, chaque entité judiciaire sera dotée d'un comité de direction. Le chef de corps et le greffier en chef ou le secrétaire en chef y siègent toujours. Dans les tribunaux, les parquets ou les auditorats ayant des divisions, le comité de direction comptera au moins aussi parmi ses membres les responsables de division. Dans les tribunaux et les parquets qui ne comportent pas de division, le chef de corps désignera au moins deux juges ou substituts pour siéger au comité de direction. De plus, le chef de corps peut décider lui-même s'il veut étendre son comité de direction à maximum deux autres membres de son tribunal ou de son corps qu'il juge compétents en raison de leur aptitude à la gestion.

Ce comité de direction deviendra l'organe de gestion de l'entité locale, autour du chef de corps qui continuera à porter la responsabilité finale. Le comité de direction assistera dès lors le chef de corps dans les tâches de gestion. Les décisions seront prises en principe par consensus. Cependant, comme le chef de corps reste le responsable final du fonctionnement d'une juridiction ou d'un parquet et qu'il est désigné comme manager de son entité, il tranchera lorsqu'un consensus est impossible.

Les décisions du comité de direction qui sont contraires à une directive sont susceptibles d'être annulées par un collège. Un recours est possible.

Est instauré le principe selon lequel les moyens sont dorénavant transférés par le ministre de la Justice à l'organisation judiciaire par le biais d'un contrat de gestion. Le ministre de la Justice passe un contrat avec chacun des collèges. Les collèges répartiront ensuite

Er zijn bevoegdheden waar de Federale Overheidsdienst Justitie een belangrijke rol en specifieke expertise heeft en die niet geheel en zeker niet meteen kunnen overgedragen worden aan de colleges. Daarom wordt in deze artikelen de mogelijkheid gecreëerd om dergelijke aangelegenheden geheel of gedeeltelijk samen door de twee colleges te laten beheren in samenwerking met Federale Overheid Justitie.

In het proces van verzelfstandiging is het essentieel dat de bevoegdheden worden overgedragen zonder de werking van de rechterlijke organisatie te verstoren. Dit proces is noodzakelijkerwijze evolutief. Het is dan ook moeilijk om in de wet een oplijsting te maken van materies die noodzakelijkerwijze gemeenschappelijk worden beheerd. Daarom zal dit vastgelegd worden door de Koning, bij een in ministerraad overlegd besluit bepaald. De drie actoren zullen daarbij betrokken worden en geven elk hun advies.

Lokaal krijgt elke gerechtelijke entiteit een directiecomité. Daarin zetelen steeds de korpschef en de hoofdgriffier of hoofdsecretaris. In de rechtbanken, parketten of auditoraten met afdelingen zullen daarnaast ook minstens de afdelingsverantwoordelijken in het directiecomité zetelen. In de rechtbanken en parketten waar geen afdeling bestaat, zal de korpschef minstens twee rechters of substituten aanwijzen om te zetelen in het directiecomité. De korpschef kan bovendien zelf oordelen of hij zijn directiecomité wil uitbreiden met maximaal twee andere leden van zijn rechtbank of korps die hij bekwaam acht vanwege hun kennis inzake beheer.

Dat directiecomité wordt het beheersorgaan van de lokale entiteit rond de korpschef die de eindverantwoordelijkheid zal blijven dragen. Het directiecomité zal de korpschef dan ook bijstaan bij de beheerstaken. De beslissingen worden in principe bij consensus genomen. Omdat de korpschef evenwel de eindverantwoordelijke blijft voor de werking van een rechtscollege of parket, en hij als manager van zijn entiteit is aangewezen, moet hij beslissen als er geen consensus mogelijk is.

De beslissingen van het directiecomité die strijdig zijn met een richtlijn, zijn vatbaar voor vernietiging door een College. Beroep is mogelijk.

Het principe wordt ingevoerd dat de middelen voortaan door de minister van Justitie aan de rechterlijke organisatie worden overgedragen via een beheersovereenkomst. De minister van Justitie sluit een overeenkomst met elk van de Colleges. De Colleges verdelen

les moyens entre les entités judiciaires sur la base des plans de gestion qui seront rédigés par celles-ci.

La répartition des moyens de fonctionnement par le biais de contrats de gestion implique que l'autorité n'allouera plus unilatéralement des moyens à un service, une administration ou un organe autonome, mais qu'elle passera des accords négociés sur les moyens nécessaires d'une part et sur les objectifs pour lesquels ces moyens seront employés d'autre part.

Le contrat de gestion entre le ministre de la Justice et les collèges règle les matières suivantes: la description des activités que le collège exécutera conformément à l'article 181 ou 185, les objectifs en matière de gestion et d'organisation pour l'ensemble des cours et tribunaux ou le ministère public qui peuvent être liés aux moyens octroyés, les moyens que l'autorité octroie à l'ensemble des cours et des tribunaux pour leur fonctionnement, les moyens octroyés aux collèges pour leur fonctionnement propre, et le mode de mesure et de suivi de la réalisation du contrat de gestion et les indicateurs utilisés à cet effet. Le ministre peut être représenté par son délégué lors des négociations relatives au contrat de gestion. Les collèges sont représentés par le président ou son délégué et deux membres désignés par le collège.

Le service d'appui de chaque collège veillera également aux instruments de contrôle interne du collège et des comités de direction. Cette fonction d'audit est un contrôle interne pour que l'organisation puisse contrôler ses instruments de gestion. Cette compétence d'audit ne portera nullement atteinte à la compétence constitutionnelle du Conseil supérieur de la Justice d'audit et de contrôle externe. L'audit indépendant reste assuré par le Conseil supérieur de la Justice.

L'attribution de crédits doit s'accompagner d'un système d'évaluation et de contrôle de la manière dont les moyens alloués seront utilisés par l'organisation judiciaire, ainsi que d'un contrôle de l'utilisation de crédits. Les rapports de fonctionnement doivent permettre une justification effective de l'affectation des moyens, de la réalisation et bien sûr de l'éventuelle non-réalisation des plans de gestion et des objectifs. Ainsi, le rapport est une source pour le contrat de gestion et les plans de gestion suivants. Afin de ne pas créer une multitude de rapports, il a été choisi que le rapportage se fasse par le biais du rapport de fonctionnement existant, prévu par

vervolgens de middelen onder de gerechtelijke entiteiten op basis van de beheersplannen die opgemaakt worden door de gerechtelijke entiteiten.

De verdeling van werkingsmiddelen via beheersovereenkomsten houdt in dat de overheid niet langer eenzijdig middelen toekent aan een dienst, administratie of verzelfstandigd orgaan, maar via onderhandelingen afspraken maakt over enerzijds de benodigde middelen en anderzijds rond doelstellingen waarvoor die middelen worden ingezet.

De beheersovereenkomst tussen de minister van Justitie en de Colleges regelt de volgende aangelegenheden: de omschrijving van de activiteiten die het college conform artikel 181 of artikel 185 zal uitvoeren; de doelstellingen omtrent beheer en organisatie voor alle hoven en rechtbanken of het openbaar ministerie die aan de toegekende middelen kunnen worden verbonden; de middelen die de overheid aan alle hoven en rechtbanken toekent voor hun werking; de middelen die aan de colleges worden toegekend voor de eigen werking; en de wijze waarop de realisatie van de beheersovereenkomst wordt gemeten en opgevolgd en de indicatoren die daarvoor worden gebruikt. Bij de onderhandelingen van de beheersovereenkomst kan de minister vertegenwoordigd worden door zijn afgevaardigde. De colleges worden vertegenwoordigd door de voorzitter of zijn afgevaardigde en twee leden aangeduid door het College.

De steundienst van elk College zal tevens toezien op de instrumenten voor interne controle van het College en van de directiecomités. Die auditfunctie vormt een interne controle waarmee de organisatie haar beheersinstrumenten kan controleren. Die auditbevoegdheid zal geenszins een aantasting inhouden van de grondwettelijke bevoegdheid van de Hoge Raad voor de Justitie en de externe controle. De onafhankelijke audit blijft verzekerd door de Hoge Raad voor de Justitie.

De toebedeling van kredieten moet gepaard gaan met een systeem van evaluatie en controle op de wijze waarop de toegekende middelen zullen worden gebruikt door de rechterlijke organisatie en controle op het gebruik van kredieten. De werkingsverslagen moeten toelaten dat effectief verantwoording kan worden afgelegd over de inzet van de middelen en de realisatie en uiteraard de eventuele niet-realisatie van beheersplannen en doelstellingen. Op die manier vormt het rapport een bron voor de volgende beheersovereenkomst en beheersplannen. Omdat men geen veelvoud van rapporten wil creëren is ervoor gekozen de rapportering

l'article 340 du Code judiciaire. L'article 340 du Code judiciaire est adapté au nouveau contenu.

Les deux collèges devront également rendre des comptes de la façon dont ils ont exécuté le contrat de gestion, réparti les moyens et réalisé les objectifs. Le rapport contient également les recommandations, les directives de l'année précédente et les décisions que le collège a annulées. Ce rapport est transmis au ministre de la Justice et au Parlement.

Il est prévu un contrôle financier des comptes a posteriori et une surveillance par la Cour des comptes, ainsi qu'une possibilité d'intervention de deux délégués des ministres au sein des collèges, l'un désigné par le ministre de la Justice, l'autre par le ministre du Budget. Le délégué du ministre du Budget est choisi parmi les Inspecteurs des Finances accrédités auprès du service public fédéral Justice.

Les délégués du ministre peuvent assister avec voix consultative aux réunions des collèges et du comité de direction de la Cour de cassation. Tout délégué du ministre dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour former un recours contre toute décision du collège ou du comité de direction de la Cour de cassation qu'il estime contraire à la loi ou au contrat de gestion. En outre, le délégué du ministre du Budget ne peut former un tel recours que si la décision a une portée financière. Le recours est suspensif. Ces délégués exercent leurs recours auprès du ministre qui les a désignés. Le ministre rend sa décision dans un délai de vingt jours, après avoir pris l'avis de l'autre ministre intéressé. Si le ministre n'a pas prononcé l'annulation dans ce délai, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au collège par le ministre qui l'a prononcée.

Il importe que l'ordre judiciaire soit étroitement associé à l'exécution de la réforme. A cet effet, une structure de concertation sera créée au sein du service public fédéral Justice avec l'ordre judiciaire.

Un comité de gestion commun composé du comité de direction du SPF et de deux représentants de l'ordre judiciaire, un pour le siège et un pour le ministère public, verra le jour avec la loi relative à l'introduction d'une gestion autonome. Ce comité de gestion commun participera à organiser le transfert de la gestion.

te laten gebeuren via het bestaande werkingsverslag, voorzien in artikel 340 van het Gerechtelijk wetboek. Artikel 340 van het Gerechtelijk Wetboek is aangepast aan de nieuwe inhoud.

Ook zullen beide Colleges verantwoording afleggen over de wijze waarop zij de beheersovereenkomst hebben uitgevoerd, middelen hebben verdeeld en de doelstellingen hebben gerealiseerd. Het rapport bevat ook de aanbevelingen, richtlijnen van het voorbije jaar en de beslissingen die het College heeft vernietigd. Dat rapport wordt overgemaakt aan de minister van Justitie en aan het parlement.

Er is gekozen voor een financiële controle a posteriori van de rekeningen en toezicht door het Rekenhof, alsook een mogelijkheid tot interventie vanwege twee afgevaardigden van de ministers binnen de Colleges, één aangewezen door de minister van Justitie en één door de minister van Begroting. De afgevaardigde van de minister van Begroting wordt gekozen uit de Inspecteurs van Financiën, geaccrediteerd bij de federale overheidsdienst Justitie.

De afgevaardigden van de minister kunnen met raadgevende stem de vergaderingen van de Colleges en van het directiecomité van het Hof van Cassatie bijwonen. Iedere afgevaardigde van de minister kan binnen een termijn van tien werkdagen beroep instellen tegen elke beslissing van het College of van het directiecomité van het Hof van Cassatie die hij met de wet of met de beheersovereenkomst strijdig acht. De afgevaardigde van de minister van Begroting kan dit bovendien slechts doen voor zover die beslissing financiële gevolgen heeft. Het beroep is opschortend. Voor deze afgevaardigden staat beroep open bij de minister die hen heeft aangewezen. De minister neemt een beslissing binnen een termijn van twintig vrije dagen, na advies te hebben ingewonnen bij de andere betrokken minister. Heeft de minister binnen die termijn de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief. De nietigverklaring van de beslissing wordt aan het College betekend door de minister die haar heeft uitgesproken.

Het is belangrijk dat de Rechterlijke Orde nauw betrokken wordt bij de uitvoering van de hervorming. Daartoe wordt er een overlegstructuur opgericht binnen de federale overheidsdienst Justitie met de Rechterlijke Orde.

Door de wet op het verzelfstandigd beheer komt er een gemeenschappelijk beheerscomité van het directiecomité van de FOD en twee vertegenwoordiger van de Rechterlijke Orde, een voor de zetel en een voor het openbaar ministerie. Dit gemeenschappelijk beheerscomité zal de overdracht van het beheer mee organiseren.

Deux magistrats seront aussi étroitement associés au fonctionnement de la direction générale Organisation judiciaire du SPF, qui était jusqu'à présent responsable de la gestion. Cette collaboration du SPF Justice et de l'ordre judiciaire permettra également de réaliser un transfert des connaissances et de l'expérience en matière de gestion.

Le système des contrats de gestion est appelé à se développer dans les années à venir, parallèlement à la maturité de gestion au sein de l'organisation judiciaire et à l'importance des moyens qui seront transférés par le biais de ces contrats de gestion. Le règlement doit pouvoir être adapté à l'évolution avec souplesse. C'est pourquoi la procédure de négociation, d'adaptation et d'évaluation des contrats de gestion sera réglée par le roi.

Les détails relatifs à la gestion financière seront élaborés dans une loi ultérieure. Au cours des premières années, les moyens seront définis sous la forme de cadres, de soutien matériel déterminé ou d'infrastructure. À terme, ces moyens pourront toutefois être alloués sous la forme de ressources budgétaires. Cela devra se faire progressivement en fonction de la maturité de gestion de l'organisation et du développement d'instruments de gestion. Les moyens pourront également être alloués partiellement sous la forme de crédits, sans pour autant que tous les moyens doivent du même coup être distribués par le biais de crédits. La possibilité d'allouer des moyens de fonctionnement, même partiellement, sous la forme de crédits provenant du budget de la Justice est donc prévue.

L'introduction du modèle de gestion sera effectuée progressivement. Chaque étape demande également d'importantes interventions sur le plan organisationnel, tant du côté du SPF que du côté de l'organisation judiciaire en fonction des connaissances acquises. Un collège d'évaluation regroupant les partenaires concernés sera créé afin d'encadrer ce processus.

2. Modernisation de l'exécution des peines

Surveillance électronique

En 2014, la nouvelle technologie GPS sera effectivement mise en service. Cette application sera utilisée dans le cadre de la détention préventive. Il s'agit d'une alternative supplémentaire pour un groupe qui représente en moyenne 40 % de la population carcérale. En ce moment un période de test, durant laquelle des détenus avec un bracelet électronique sont suivis, suit son cours et est en train d'être évaluée avec des juges

Ook zullen twee magistraten nauw betrokken worden bij de werking van het Directoraat-generaal rechterlijke organisatie van de FOD, dat tot op heden instond voor het beheer. Deze samenwerking van de FOD justitie en de Rechterlijke Orde zal ook toelaten om een overdracht van kennis en ervaring inzake beheer te realiseren

Het systeem van beheersovereenkomsten zal de komende jaren moeten groeien, samen met de beheersmaturiteit binnen de rechterlijke organisatie en de omvang van de middelen die via deze beheersovereenkomst zullen overgedragen worden. De regeling moet soepel kunnen aangepast worden aan de evolutie. Daarom wordt de procedure voor het onderhandelen aanpassen, en evalueren van de beheersovereenkomsten door de Koning geregeld.

De details inzake het financiële beheer worden in een latere wet uitgewerkt. De middelen zullen in de beginjaren worden gedefinieerd onder de vorm van kaders, welbepaalde materiële ondersteuning of infrastructuur. Op termijn echter zullen die middelen toegekend kunnen worden onder de vorm van budgettaire middelen. Dit zal geleidelijk dienen te gebeuren in functie van beheersmaturiteit van de organisatie en de ontwikkeling van beheersinstrumenten. De middelen zullen ook gedeeltelijk onder de vorm van kredieten kunnen worden toegekend, zonder dat daarvoor meteen alle middelen via kredieten moeten worden verdeeld. De mogelijkheid om werkingsmiddelen, ook gedeeltelijk, toe te kennen onder de vorm van kredieten uit de begroting van Justitie wordt dus voorzien.

De invoering van het beheermodel zal geleidelijk gebeuren. Elke stap vraagt ook belangrijke organisatorische ingrepen zowel van de kant van de FOD als van de kant van de rechterlijke organisatie in functie van de verworven inzichten. Om dit proces te begeleiden zal een evaluatiecollege worden opgericht met de daarin de betrokken partners.

2. De vernieuwing van de strafuitvoering

Elektronisch toezicht

In 2014 zal de nieuwe GPS technologie effectief in gebruik genomen worden. Deze toepassing zal ingezet worden in het kader van de voorlopige hechtenis. Het is een bijkomend alternatief voor een groep die gemiddeld 40 % van de populatie in de gevangenissen vertegenwoordigen. Momenteel loopt reeds een proefproject waarbij gedetineerden met GPS-enkelband gevolgd worden, en dit wordt momenteel geëvalueerd tezamen

d'instruction. Les premiers signaux sont assez positifs, mais la communication directe entre le CNSE et les juges d'instruction doit être peaufinée davantage.

L'application des dispositions sera évaluée dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur.

En 2013, l'accent a été mis sur l'exécution des peines entre 6 mois et 3 ans. Depuis le déploiement du nouveau software au CNSE au courant de l'été 2013, la population journalière sous surveillance électronique a été haussée à 1.650 unités, un doublement depuis le début de ce gouvernement. Jamais auparavant autant de peines n'ont été exécutées par surveillance électronique, jusqu'à atteindre 4.700 en 2013, une augmentation considérable par rapport à 2012. Cette politique sera graduellement élargie au cours de 2014. Entre-temps, la collaboration entre le CNSE et les directions des prisons est plus aisée, ce qui permet d'exécuter plus efficacement les courtes peines d'emprisonnement.

La surveillance électronique continue d'être avancée comme une modalité d'exécution de la peine privilégiée dans la lutte contre l'impunité.

L'augmentation du nombre de placements sous surveillance électronique rend cruciale la mise en œuvre de personnel, de systèmes de suivi et d'instruments de gestion. Le programme Siset (système de gestion administrative) atteindra sa vitesse de croisière en 2014. La première phase de l'utilisation du nouveau software a déjà été achevée pendant l'été de 2013, la deuxième suivra en 2014. Le processus dans lequel les scans et les fax peuvent également être gérés par Siset (automatisation du processus) est nécessaire.

Le système de "fleet management" sera également installé dans tous les véhicules de service, ce qui permettra une répartition du nombre de placements plus efficace.

Compte tenu de l'augmentation du nombre de dossiers à gérer, la transformation du service Monitoring en un call-center professionnel s'impose. Cela générera des avantages en termes d'enregistrement et de traçage des appels, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité et l'aspect sécurité.

Bâtiments et infrastructure

L'exécution du Masterplan et du Masterplan bis se poursuivra en 2014. En 2014, les 3 premières prisons sous partenariat privé-public seront opérationnelles à Marche (fin 2013), Leuze et Beveren. La construction du

met de onderzoeksrechters. De eerste signalen zijn vrij positief, maar de rechtstreekse communicatie tussen het NCET en de onderzoeksrechters dient nog wat verfijnd te worden.

De toepassing van de bepalingen zal worden geëvalueerd binnen de achttien maanden na de inwerking-treding ervan.

In 2013 werd de focus gelegd op de uitvoering van straffen tussen 6 maanden en 3 jaar. Daarbij werd sinds de uitrol van nieuwe software bij het NCET in de zomer van 2013, de dagpopulatie onder ET worden opgetrokken tot 1.650, een verdubbeling sinds het aantreden van de Regering. Nog nooit werden zoveel straffen uitgevoerd met ET, tot 4.700 in 2013, en aanzienlijke stijging ten opzichte van 2012. Dit beleid zal in de loop van 2014 verder worden uitgediept. Inmiddels verloopt de samenwerking tussen het NCET en de gevangenis-directies vlotter waardoor de uitvoer van korte gevangenisstraffen efficiënter wordt.

Het elektronisch toezicht blijft als bevoorrechte straf-uitvoeringsmodaliteit in de strijd tegen de straffeloosheid voorop staan.

Door de toename van het aantal plaatsingen onder elektronisch toezicht wordt de inzet van personeel, opvolgingsystemen en beheersinstrumenten cruciaal. Het programma Siset (administratief beheerssysteem) zal in 2014 op kruissnelheid zijn. De eerste fase van de installatie van deze nieuwe software werd reeds succesvol afgerond in de zomer van 2013. De tweede fase volgt in 2014. Het proces, waar ook de scans en de faxen kunnen beheerd worden door Siset (automatisering van het proces), is noodzakelijk.

Ook het systeem "fleet management" zal in alle dienstwagens geïnstalleerd zijn waardoor er sprake is van een efficiëntere werkverdeling van het aantal plaatsingen.

De omvorming van de dienst monitoring naar een professioneel call-center dringt zich op, gezien de toename van het aantal te beheren dossiers. Het biedt voordelen met betrekking tot het registreren en het traceren van de oproepen, waardoor de efficiëntie en het veiligheidsaspect worden verbeterd.

Gebouwen en infrastructuur

De uitvoering van het masterplan en het masterplan bis zullen in 2014 verder gezet worden. In 2014 worden de eerste 3 gevangenisstraffen onder privaat-publieke samenwerking operationeel in Marche (eind 2013), Leuze

CPL de Gand sera achevée et celle du CPL d'Anvers débutera en 2014.

Les prévisions montrent toutefois que la capacité générée par l'exécution du Masterplan et du Masterplan bis sera insuffisante. C'est la raison pour laquelle la prison de Tilburg continuera d'être louée en 2014.

La rénovation et l'entretien de la capacité existante se poursuivront en collaboration avec le secrétaire d'État en charge de la Régie des Bâtiments.

L'avenant au règlement administratif définissant les conditions auxquelles la Régie des Bâtiments met des terrains, des bâtiments et des dépendances à la disposition de services occupants (des établissements pénitentiaires et des bâtiments de justice spécifiquement) sera d'application à compter de janvier 2014. Dans l'avenir, la Justice exécutera une partie des travaux qui sont à présent exécutés par la Régie. Ces travaux seront donc aussi supportés par notre budget. Il s'agit plus concrètement des travaux limités, des petites réparations, des rénovations et des remplacements sélectifs ainsi que de la rédaction du cahier des charges technique dans le cadre des dossiers de sécurité tels qu'ils sont énumérés dans l'avenant. Le SPF Justice peut choisir de le rédiger lui-même ou de se faire assister par un bureau d'étude externe.

Différenciation et réinsertion plus efficace

Outre l'extension de la capacité, des alternatives à la détention ont été recherchées en 2013. L'analyse relative à la classification des détenus débutera en 2014 de sorte qu'à l'avenir, chaque détenu pourra être orienté vers le régime le plus adapté en fonction de son plan de détention et de son profil de risque. Cela aboutira à une plus grande différenciation des régimes au sein des prisons existantes et des nouvelles prisons. Les processus internes relatifs aux modalités au sein du statut juridique interne et externe seront analysés et optimisés en 2014. Cela conduira, si nécessaire, à des améliorations dans le cadre législatif.

Un certain nombre de chapitres de la loi de principes doivent entrer en vigueur. Cela concerne concrètement des éléments relatifs aux organes de concertation, au traitement des plaintes, à la classification par rapport au plan de détention, à la mise au travail des détenus, aux normes architecturales, à la réglementation relative aux ministres des cultes et aux conseillers moraux, aux fouilles à corps et au port de vêtements personnels.

Pour permettre aux détenus de prendre leurs responsabilités et de se préparer à leur réinsertion

en Beveren. De bouw van het FPC te Gent wordt afgerond, en die van het FPC in Antwerpen aangevat in 2014.

De prognoses tonen echter aan dat de capaciteit die door de uitvoering van het Masterplan en het Masterplan bis gecreëerd wordt onvoldoende is. Dit noodzaakt dat de verdere inhuring van Tilburg in 2014.

Samen met de Staatssecretaris van de Regie der Gebouwen wordt verder gewerkt aan de renovatie en het onderhoud van de bestaande capaciteit.

Vanaf januari 2014 wordt de "Bijakte bij het Administratief Reglement bepalende de voorwaarden waaronder de Regie der Gebouwen terreinen, gebouwen en aanhorigheden ter beschikking stelt van bezettende diensten, specifiek voor de penitentiaire inrichtingen en de gerechtsgebouwen" van toepassing. Een deel van de werken die nu door de Regie worden uitgevoerd, zullen in de toekomst bij Justitie worden uitgevoerd, en dus ook op ons budget komen. Het gaat hier meer concreet over de beperkte werken, kleine herstellingen, selectieve vervangingen en vernieuwingen en de opmaak van het technische bestek bij de veiligheidsdossiers, zoals opgesomd in de bijakte. De FOD Justitie kan hier de keuze maken om deze zelf op te stellen, of om zich hiervoor te laten bij staan door een extern studiebureau.

Differentiatie en efficiëntere reïntegratie

Naast de uitbreiding van de capaciteit werd in 2013 gezocht naar alternatieven voor de detentie. Er wordt in 2014 gestart met de analyse rond classificatie van gedetineerden zodat in de toekomst elke gedetineerde op basis van zijn detentieplan en risicoprofiel naar het meest aangepaste regime kan georiënteerd worden. Dit zal leiden tot een grotere differentiatie van regimes binnen de bestaande en nieuwe gevangenissen. De interne processen rond modaliteiten binnen de externe en interne rechtspositie zullen in 2014 voorwerp van analyse en optimalisering uitmaken. Waar nodig zal dit leiden tot verbeteringen binnen het wetgevend kader.

Een aantal hoofdstukken van de basiswet dienen in voege te gaan. Concreet betreft het elementen rond de overlegorganen, klachtenbehandeling, classificatie in relatie tot het detentieplan, tewerkstelling gedetineerden, architecturale normen, regelgeving inzake de bedienaars van erediensten en moreel consultants, fouilles op het lichaam en het dragen van persoonlijke kledij.

Om gedetineerden in staat te stellen hun verantwoordelijkheid op te nemen en zich voor te bereiden op het

sociale, il importe que l'offre de services réponde en tout temps aux normes et réglementations minimales. Parallèlement, le protocole de grève 351 sera également évalué. Pendant les actions syndicales également, les accords doivent être clairs, les normes minimales en matière de services aux détenus et à la société doivent être garanties et la sécurité de l'établissement et de la société doit être assurée.

Les nouvelles technologies de cloud computing et d'e-learning au sein d'environnements IT sécurisés doivent permettre aux détenus d'accéder au monde numérique et de recourir à certains services aux moments de leur choix, et de décharger les agents pénitentiaires des tâches qui demandent beaucoup de temps qui n'entrent pas dans leur véritable paquet de tâches.

Les efforts visant à créer une offre de soins adaptée pour les internés seront poursuivis. Le CPL de Gand sera prêt à être exploité en 2014. La construction du CPL d'Anvers débutera en 2014.

Outre le développement de ces deux centres, nous continuerons de nous atteler à la création des conditions connexes indispensables à l'entrée en vigueur de la loi du 21 avril 2007 relative à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental. Il est question des arrêtés d'exécution requis (notamment l'élaboration de la réglementation et la fixation des critères pour les institutions externes dans lesquels des internés peuvent être placés). Par ailleurs, la faisabilité et l'opportunité d'un statut interne adapté, harmonisé à cette population, feront l'objet d'une analyse.

Sécurité

Grâce à une politique de sécurité dynamique et différenciée, tant proactive que réactive, nous voulons garantir la sécurité de la société, du personnel et des détenus au cours de la détention. Une détention sûre contribue à augmenter les chances de réussite de la réinsertion. En 2014, diverses initiatives axées sur une approche différenciée seront prises.

Pour l'été 2014, les processus et les procédures de sécurité seront optimisés et standardisés dans toutes les prisons belges de manière à pouvoir mieux contrôler les risques. A cet égard, une attention particulière sera prêtée au contact relationnel et professionnel entre le personnel et les détenus étant donné qu'il garantit la sécurité dynamique. Une politique d'intégrité cohérente

terugkeer in de maatschappij, is het belangrijk dat er ten allen tijde een aanbod van diensten is dat beantwoordt aan de minimale normen en reglementeringen. In relatie hiermee wordt ook het stakingsprotocol 351 geëvalueerd. Ook tijdens syndicale acties moeten de afspraken helder zijn, de minimale normen rond diensten aan gedetineerden en de maatschappij gegarandeerd worden, en de veiligheid van de inrichting en de maatschappij gewaarborgd blijven.

Nieuwe technologieën zoals cloud computing en e-learning binnen beveiligde IT-omgevingen moeten gedetineerden toegang geven tot de digitale maatschappij, laten hun toe bepaalde diensten te gebruiken op door hun gekozen tijdstippen en ontlasten penitentiare beampten van tijdrovende taken die niet tot hun eigenlijke takenpakket behoren.

De inspanning om voor geïnterneerden een aangepast zorgaanbod te creëren wordt verder gezet. Het FPC van Gent is in 2014 klaar voor uitbating. De bouw van het FPC van Antwerpen zal aanvatten in 2014.

Naast de uitbouw van deze twee centra wordt verder gewerkt om de noodzakelijke randvoorwaarden te creëren die de wet van 21 april 2007 betreffende de internering van personen met een geestesstoornis in werking kunnen doen treden. Het gaat daarbij om de vereiste uitvoeringsbesluiten (oa. het uitwerken van de regeling en het bepalen van de criteria waaraan de externe instellingen moeten voldoen waar geïnterneerden kunnen worden geplaatst). Daarnaast wordt een analyse gemaakt van de haalbaarheid en wenselijkheid van een aangepast intern statuut dat afgestemd op deze populatie.

Veiligheid

Door een dynamisch en gedifferentieerd veiligheidsbeleid, dat zowel proactief als reactief is, willen wij tijdens de detentie de veiligheid van de samenleving, het personeel en de gedetineerden waarborgen. Een veilige detentie draagt bij tot het verhogen van de kansen op een geslaagde re-integratie. In 2014 worden diverse initiatieven genomen die gericht zijn op een gedifferentieerde aanpak.

Tegen de zomer van 2014 zullen de veiligheidsprocessen en –procedures in alle Belgische gevangenissen geoptimaliseerd en gestandaardiseerd zijn, zodat de risico's beter beheerst kunnen worden. Hierbij is er bijzondere aandacht voor het relationele en professionele contact tussen personeel en gedetineerden, aangezien dit de dynamische veiligheid garandeert. Een

et intégrée soutiendra ces importants contacts de première ligne.

En 2014, 35 appareils RX supplémentaires seront achetés et installés.

Une procédure et une application de gestion pour l'identification et la gestion des détenus à haut risque seront implémentées et un régime adapté sera développé pour cette catégorie. Les sections dans les prisons d'Ittre et de Bruges seront adaptées pour héberger des détenus de cette catégorie.

Le contrôle du problème de drogue en prison doit contribuer à un climat de vie serein pour favoriser les chances de réinsertion. A cet égard, il est essentiel que le problème de drogue soit abordé d'un point de vue médical, mais également comme étant une source de nuisances. En 2013, la collaboration avec la police fédérale pour l'utilisation de chiens drogue a été lancée à des fins dissuasives. Entre-temps, ces chiens sont au travail. En 2014, les effets de ce projet seront évalués et le projet sera adapté si nécessaire dans le cadre d'une politique générale relative à la consommation et au trafic de drogue.

La nouvelle politique en matière de prise d'otages qui a été réalisée en collaboration avec la police fédérale sera mise en œuvre dans toutes les prisons, y compris l'introduction d'exercices, d'évaluations et d'adaptations.

En 2014, les plans d'urgence et d'intervention pour les prisons seront optimisés et standardisés en collaboration avec différents partenaires.

Concertation et collaboration avec les partenaires internes et externes

L'intensification de la collaboration avec les partenaires doit contribuer à rendre efficace l'exécution des peines et à améliorer les chances d'une intégration réussie. De nouvelles structures de concertation structurelles entre la DG EPI et la magistrature - en particulier les tribunaux de l'application des peines - sont créées au niveau central et au niveau du ressort et les processus partagés sont mieux harmonisés là où cela s'avère nécessaire.

En ce qui concerne les prisons de la partie francophone du pays et de Bruxelles, en 2014 la collaboration sera développée sur le plan structurel avec les Communautés. La collaboration structurelle existante avec la Communauté flamande sera adaptée dans la lignée du nouveau plan stratégique. Cette collaboration

coherent et géintegreerd integriteitsbeleid ondersteunt deze belangrijke eerstelijnscontacten.

In 2014 worden hiervoor 35 bijkomende RX-apparaten aangekocht en geïnstalleerd.

Er wordt een procedure en beheerapplicatie voor het identificeren en beheren van high risk gedetineerden geïmplementeerd en er wordt een aangepast regime voor deze categorie ontwikkeld. Secties in de gevangenissen van Iltre en Brugge zullen aangepast worden om gedetineerden uit deze categorie te huisvesten.

Het beheersbaar maken van het drugprobleem binnen de gevangenis moet bijdragen tot een sereen leefklimaat om de kansen op re-integratie te bevorderen. Het is belangrijk hierbij het drugprobleem niet enkel vanuit medisch oogpunt te benaderen, maar ook als bron van overlast aan te pakken. In 2013 werd de samenwerking met de Federale politie voor het gebruik van drughonden gelanceerd vanuit een ontradend perspectief. Ondertussen zijn deze honden aan het werk. In 2014 worden de effecten van dit project geëvalueerd en waar nodig bijgestuurd in het kader van een algemeen beleid rond druggebruik en -handel.

Het nieuwe beleid rond gijzelingen dat tot stand kwam in samenwerking met de Federale politie wordt geïmplementeerd in alle gevangenissen, inclusief het invoeren van oefeningen, evaluatiemomenten en bijsturingen.

De Nood-en interventieplannen voor de gevangenissen worden in 2014 geoptimaliseerd en gestandaardiseerd in samenwerking met verschillende partners.

Overleg en samenwerking met interne en externe partners

De intensifiëring van de samenwerking met partners moet bijdragen tot een goede strafuitvoering en betere kansen op een geslaagde integratie. Nieuwe structurele overlegstructuren tussen het DG EPI en de magistratuur — met in het bijzonder de strafuitvoeringsrechtbanken — worden gecreëerd op centraal niveau en ressortniveau en waar nodig worden de gedeelde processen beter afgestemd.

Voor de gevangenissen in het Franstalige lands-gedeelte en Brussel wordt in 2014 de samenwerking met de gemeenschappen structureel uitgebouwd. De structurele samenwerking die reeds bestaat met de Vlaamse gemeenschap wordt aangepast in navolging van het nieuwe strategische plan. Deze samenwerking

devra apporter de meilleures garanties quant au service fourni aux détenus.

Dans le cadre de la réforme de l'État, toutes les initiatives seront prises dans le domaine de compétence de la DG EPI afin que les maisons de justice puissent garantir les services fournis après la fédéralisation et le transfert des centres fermés pour jeunes.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les maisons de justice collaborent très étroitement avec des partenaires externes. Afin de garantir le passage des maisons de justice vers les différents partenaires proposant une aide sociale, un accord de collaboration sera conclu entre la Justice et les pouvoirs régionaux responsables. Cet accord de collaboration se situe dans le prolongement des accords existants en matière d'assistance aux victimes, de délinquance sexuelle et d'aide sociale dans les prisons.

Dans le cadre de la poursuite de cette collaboration, un manuel de qualité sera rédigé; il reprendra un certain nombre de règles minimales sous-tendant une collaboration de qualité entre les maisons de justice et leurs partenaires. Plusieurs instruments seront également proposés afin d'approfondir la collaboration ou d'attirer de nouveaux partenaires.

Structures

Le nouveau système informatique Sidis-Suite destiné à améliorer la gestion de la détention sera opérationnel en 2014. Ce système permettra d'automatiser et d'améliorer qualitativement la gestion administrative des détenus. En outre, des données pourront être échangées rapidement et en toute sécurité avec d'autres acteurs de la chaîne pénale et de sécurité tels que les services de police, les tribunaux, les maisons de justice et l'Office des Étrangers mais également avec les services qui, au sein des Communautés, jouent un rôle important dans la préparation à la réinsertion.

Par ailleurs, la prise d'empreintes digitales s'effectuera dans l'avenir à l'aide d'une connexion électronique à la banque de données d'identification des personnes de la police, ce qui permet à la DG EPI de travailler avec des données sources authentiques dès l'enregistrement et de résoudre la question des alias.

Une fiche de sécurité dans Sidis-Suite permettra d'évaluer la dangerosité des détenus de manière à ce que les mesures de sécurité appropriées puissent être prises lors de transfèvements par les services de police.

moet betere garanties bieden voor de dienstverlening aan gedetineerden.

In het kader van de staathervorming worden binnen het bevoegdheidsdomein van de DG EPI alle initiatieven genomen opdat de Justitiehuizen na de federalisering en de transfer van de gesloten jeugdcentra de geleverde diensten kunnen garanderen.

Bij de uitvoering van hun opdrachten, werken de Justitiehuizen veel samen met externe partners. Om de doorstroming vanuit de Justitiehuizen naar de verschillende hulp- en dienstverleningspartners te verzekeren, zal een samenwerkingsakkoord worden afgesloten tussen Justitie en de verantwoordelijke regionale overheden. Dit samenwerkingsakkoord ligt in het verlengde van de bestaande samenwerkingsakkoorden rond slachtofferzorg, seksuele delinquentie en hulp- en dienstverlening in de gevangenissen.

In het kader van de verdere uitbouw van deze samenwerking, zal een kwaliteitshandboek worden opgesteld. Dit handboek moet een aantal minimale regels bevatten voor een kwaliteitsvolle samenwerking tussen justitiehuizen en hun partners. Bovendien zullen ook een aantal instrumenten worden aangereikt om de samenwerking verder uit te bouwen of nieuwe partners te betrekken.

Structuren

Het nieuwe informaticasysteem Sidis-Suite voor een beter detentiebeheer zal operationeel worden in 2014. Dit systeem zal toelaten het administratieve beheer van gedetineerden te automatiseren en kwalitatief te verbeteren. Daarnaast kunnen op een veilige en snelle manier gegevens uitgewisseld worden met andere actoren in de straf- en veiligheidsketen zoals politiediensten, rechtbanken, Justitiehuizen en Vreemdelingenzaken maar ook met de diensten binnen de gemeenschappen die een belangrijke rol spelen in de voorbereiding op de reclassering.

Daarnaast zal het nemen van vingerafdrukken in de toekomst gebeuren met een elektronische connectie naar de databank voor de identificatie van personen bij de politie, wat het DG EPI toelaat te werken met authentieke brongegevens vanaf de inschrijving en de problematiek van de aliasen op te lossen.

Een veiligheidsfiche binnen Sidis-suite zal toelaten de gevaarlijkheid van gedetineerden in te schatten zodat de juiste veiligheidsmaatregelen kunnen genomen worden bij transfers door de politiediensten.

Cette banque de données et d'autres devront également permettre de générer du matériel chiffré et des informations fiables contribuant à donner une meilleure vision au sein de l'organisation (tant en interne que vis-à-vis de nos partenaires et parties prenantes) et à améliorer le processus décisionnel et la gestion des problèmes. 2014 connaîtra à ce sujet divers projets concernant les détenus, l'absentéisme, les informations financières...

En 2014, la DG EPI fournira des efforts en ce qui concerne la rationalisation de l'utilisation et de la gestion des moyens disponibles, sur la base d'informations objectives. De même, l'organisation des soins de santé dispensés aux détenus sera encore optimisée en 2014, en particulier la collaboration avec la Santé publique et la poursuite de la rationalisation des structures et de la gestion des ressources budgétaires et humaines des services médicaux dans les prisons, sans que la qualité des prestations s'en trouve compromise.

Gestion de la qualité

Dans les maisons de justice, les moyens affectés en 2013 - tant en termes de personnel que de plans d'action concrets - ont eu un impact manifeste sur la diminution de l'arriéré dans les différents secteurs et dans les différentes maisons de justice. L'optimisation des processus de travail a assurément eu un effet sur ce la surveillance électronique, la probation et la peine de travail autonome. La liste d'attente a diminué de 80 %, et a atteint le niveau de la réserve opérationnelle, c.a.d. une trentaine de dossiers par maison de justice.

La décision politique de réformer le paysage judiciaire sera mise en œuvre en 2014. Cette réforme aura un impact sur le fonctionnement et l'organisation des maisons de justice. En 2014, cet impact devra être déterminé afin que les maisons de justice puissent anticiper au mieux cette nouvelle réalité. Les autorités judiciaires demeurent, en dépit de la communautarisation, notre mandataire et interlocuteur par excellence.

Le transfert de compétences dans le cadre de la communautarisation des maisons de justice est actuellement prévu pour le 1^{er} juillet 2014. Les modalités concrètes et le déroulement de ce transfert feront l'objet de discussions politiques ultérieures, notamment dans le cadre de la formation du gouvernement à l'issue des élections du 25 mai 2014.

Les travaux préparatoires ont été réalisés en 2013 afin de lancer le processus législatif, ce sans nuire à la continuité du service. Le transfert doit tenir compte de la spécificité des missions des maisons de justice, à savoir

Deze en andere databanken moeten eveneens toelaten betrouwbaar cijfermateriaal en informatie te genereren die bijdraagt tot een beter inzicht in de organisatie (zowel intern als voor onze partners en belanghebbenden) en een betere besluitvorming en beheersing van problemen. Hier rond lopen in 2014 diverse projecten rond gedetineerden, financiële informatie,....

Het DG EPI levert in 2014 inspanningen rond de rationalisering van het gebruik en beheer van de beschikbare middelen op basis van objectieve informatie. Ook de organisatie van de gezondheidszorg aan gedetineerden wordt verder geoptimaliseerd in 2014, en in het bijzonder de samenwerking met Volksgezondheid en de verdere rationalisering van de structuren en het budgettaire en personele beheer van de medische diensten in de gevangenissen, zonder dat dit de kwaliteit van de prestaties in het gedrang zal brengen.

Kwaliteitszorg

Bij de Justitiehuzen hebbende ingezette middelen in 2013 – zowel personele als concrete actieplannen – een duidelijke impact gehad op het terugdringen van de achterstand in de verschillende sectoren en de verschillende justitiehuzen. De optimalisatie van de werkprocessen hebben hun effect niet gemist voor wat betreft elektronisch toezicht, probatie en de autonome werkstraf. De wachtlijst daalde met 80 %, en bereikte het niveau van de operationele reserve (een dertigtal dossiers per justitiehuis).

De politieke beslissing om het gerechtelijk landschap te hervormen zal in 2014 geïmplementeerd worden. Deze hertekening zal een impact hebben op de werking en op de organisatie van de justitiehuzen. In 2014 zal de impact van deze hertekening in kaart moeten gebracht worden opdat de justitiehuzen zo goed als mogelijk kunnen inspelen op deze nieuwe realiteit. De gerechtelijke overheden blijven immers, ondanks de communautarisering, de opdrachtgever en gesprekspartner bij uitstek.

De bevoegdheidsoverdracht in het kader van de communautarisering van de justitiehuzen is voorlopig voorzien op 1 juli 2014. De concrete modaliteiten en de wijze waarop dit zal gebeuren, zullen onderwerp zijn van verdere politieke besprekingen, ondermeer in het kader van de regeringsvorming na de verkiezingen van 25 mei 2014.

In 2013 werden de voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd om het wetgevend proces op gang te brengen en dit zonder afbreuk te doen aan de continuïteit van de dienstverlening. De transfer dient rekening te

le travail social sous mandat judiciaire. La cohérence et la crédibilité de la chaîne pénale doivent continuer à être garanties malgré le fait que la fixation de la peine et l'exécution de la peine se situent à un autre niveau institutionnel.

En 2014, ce processus de changement devra être défini.

Législation

Afin d'exécuter le point de l'accord de gouvernement relatif à la différenciation de l'arsenal répressif, un projet de loi instituant la probation en tant que peine autonome a été déposé au Parlement (*insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'instruction criminelle ainsi que la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation*). Ce projet de loi a pour objet d'introduire la probation en tant que peine autonome afin de donner aux magistrats la possibilité de personnaliser encore d'avantage leur décision. Une telle personnalisation de la fixation de la peine concourt à faciliter la réinsertion des condamnés et ainsi à éviter la récidive.

Un projet de loi visant à améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution (*projet de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et modifiant l'article 76 du Code judiciaire en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*) a été voté récemment au Parlement. Les adaptations prévues portent sur un élargissement substantiel de la définition de victime, une précision de la formulation des contre-indications, la définition d'un 'moment consacré à la victime' au cours de l'audience du juge de l'application des peines et du tribunal de l'application des peines, ainsi que la simplification de la communication à la victime de la décision du juge de l'application des peines ou du tribunal de l'application des peines.

houden met de specificiteit van de opdrachten van de justitiehuzen, met name het maatschappelijk werk onder gerechtelijk mandaat. De coherentie en de geloofwaardigheid van de strafrechtsketen moet gegarandeerd blijven, ondanks het feit dat de straftoemeting en de strafuitvoering op een verschillend institutioneel niveau zijn ondergebracht.

In 2014 moet dit veranderingsproces verder worden uitgetekend.

Wetgeving

Met het oog op de uitvoering van punt van het regeerakkoord voor wat betreft de differentiering van het straffenarsenaal werd in het parlement een wetsontwerp ingediend tot invoering van de probatie als autonome straf in het Strafwetboek (*wetsontwerp tot invoering van de probatie als autonome straf in het Strafwetboek, tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, het Gerechtelijk Wetboek en de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie*). Dit wetsontwerp beoogt de probatie in te voeren als autonome straf teneinde de magistraten de mogelijkheid te geven hun uitspraak nog meer te individualiseren. Dergelijke individualisering van de strafmeting draagt bij tot de vergemakkelijking van de reclassering van veroordeelden en aldus ook tot het voorkomen van recidive.

Een wetsontwerp met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten (*wetsontwerp tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in de strafuitvoering*) werd onlangs gestemd in het parlement. De voorziene aanpassingen betreffen een substantiële verruiming van de definitie van slachtoffer, een verduidelijking van de formulering van de tegenaanwijzigingen, het bepalen van een 'slachtoffermoment' op de zitting van de strafuitvoeringsrechter en de strafuitvoeringsrechtbank, en het vergemakkelijken van de mededeling van de beslissing van de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank aan het slachtoffer.

3. Poursuite de la modernisation de l'ordre judiciaire

Informatisation de l'organisation judiciaire

Concernant l'introduction et l'amélioration de moyens informatique à la Justice, priorité a été donnée à l'échange électronique d'informations entre la Justice et les acteurs (police, avocats, huissiers de justice, notaires...). L'objectif est de développer un grand carrefour judiciaire (Just-X) où toutes les données juridiques seront conservées et échangées électroniquement.

Le développement de la banque de données 'jugements et arrêts' qui doit être considérée sur la base d'un concept global inscrit dans la philosophie Just-X en est une première réalisation. Dans le cadre de la simplification administrative, le développement d'une source authentique 'jugements et arrêts' de ce type constitue une étape essentielle vers un échange plus efficace de données et une réduction des formalités administratives pour les collaborateurs du tribunal et leur 'clientèle', à savoir le barreau, le notariat, les huissiers de justice, le citoyen, d'autres services publics fédéraux...

La mise en place de la première phase du concept Just-X a débuté en janvier 2013. Fin 2013, six juridictions-pilotes seront connectées afin d'alimenter la banque de données centrale des jugements et arrêts. En 2014, une nouvelle instance-pilote sera lancée avec ces 6 juridictions-pilotes afin d'établir la connexion entre les jugements et arrêts et la source authentique des avocats. Dans une première phase, des copies libres seront ainsi envoyées automatiquement aux avocats. En 2014, le déploiement se poursuivra afin d'étendre les 6 juridictions-pilotes à d'autres juridictions dont, dans une première phase, l'ensemble des cours d'appel et des cours du travail.

Dans les applications existantes également, nous nous efforcerons d'améliorer l'échange et l'intégration automatique des données à partir d'autres sources. Ainsi, l'intégration du numéro de registre national dans le Casier judiciaire central et d'autres applications ICT sera possible et l'application utilisée par les tribunaux de police permettra d'alimenter automatiquement le Casier judiciaire central.

L'échange d'informations par voie électronique se développera encore avec les compagnies d'assurances, ce qui permettra d'envoyer automatiquement des données à ces compagnies et d'en recevoir de leur part.

Afin d'optimiser la communication, il sera possible de recourir à la *vidéoconférence* pour exécuter des

3. De verdere modernisering van de rechterlijke orde

De informatisering van de rechterlijke organisatie

Inzake de invoering en verbetering van informatica-middelen in Justitie is de prioriteit geschonken aan het elektronisch uitwisselen van informatie tussen justitie en de actoren (politie, advocaten, gerechtsdeurwaarders, notarissen ...). Het is de bedoeling een groot justitieel kruispunt (Just-X) uit te bouwen waarin juridische gegevens elektronisch worden bewaard en uitgewisseld.

Een eerste realisatie wordt de uitbouw van de databank en authentieke bron 'vonnissen en arresten' die vanuit een globaal concept binnen de Just-X filosofie moet gezien worden. Binnen het kader van de administratieve vereenvoudiging is het uitbouwen van dergelijke authentieke bron 'vonnissen en arresten' een fundamentele en essentiële stap naar een efficiëntere gegevensuitwisseling en een vermindering van de administratieve formaliteiten voor de medewerkers van de rechtbanken en hun 'cliënteel', te weten de balie, het notariaat, de gerechtsdeurwaarders, de burger, andere overheidsdiensten enzovoort..

In januari 2013 werd gestart met de opbouw van de eerste fase van het Just-X concept. Eind 2013 zullen 6 pilootrechtbanken geconnecteerd worden om de centrale databank van vonnissen en arresten te voeden. In 2014 zal met deze 6 pilootrechtbanken een nieuwe piloot opgezet worden om de vonnissen en arresten te koppelen met de authentieke bron van de advocaten. In een eerste fase zullen vrije kopijen zo automatisch naar de advocaat gestuurd worden. In 2014 zal eveneens de verdere uitrol opgestart worden om de 6 piloten uit te breiden naar andere rechtscolleges met in een eerste fase alle hoven van beroep en alle arbeidshoven.

Ook binnen de reeds bestaande applicaties zal verder gestreefd worden naar een betere uitwisseling en een automatische integratie van gegevens uit andere bronnen. Zo wordt de integratie van het rijksregisternummer in het Centraal Strafregister en andere ICT-applicaties mogelijk gemaakt en zorgt de applicatie die door de politierechtbanken wordt gebruikt voor een automatische voeding van het Centraal Strafregister.

Met de verzekeringsmaatschappijen wordt de elektronische informatie-uitwisseling verder uitgerold wat het mogelijk zal maken om gegevens automatisch door te sturen naar en te ontvangen van deze maatschappijen.

Ter optimalisatie van de communicatie is het gebruik van *videoconferentie* mogelijk gemaakt voor de

demandes d'entraide judiciaire à l'étranger depuis le parquet fédéral, ce qui générera en outre d'importantes économies et un important gain de temps. La poursuite du déploiement de la consultation électronique en ligne de dossiers répressifs dans les prisons génère les mêmes économies, tout en augmentant la sécurité.

Les applications relatives à la gestion des dossiers qui supportent les tribunaux du travail, les greffes civils des tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce dans leurs tâches quotidiennes seront modernisées sur le plan technologique afin de préserver la continuité, d'améliorer la convivialité pour les utilisateurs et finalement en vue de leur intégration à terme dans la nouvelle architecture des applications.

Les auditorats du travail seront dotés, avec les parquets correctionnels et les tribunaux, d'une application informatique moderne et décentralisée. Cela contribuera également à simplifier la mise en œuvre de la réforme du paysage judiciaire vis-à-vis des applications locales.

Pour début 2014 une application informatique est développée pour la cellule nationale qui a pour mission de coordonner les demandes d'analyse ADN. Les données seront consultables par les magistrats et l'application prévoit une communication automatique avec l'application ReaTpi et avec le NICC et les laboratoires.

Nous continuerons en outre à travailler sur différents projets d'informatisation au profit de l'ordre judiciaire, concernant notamment:

- le développement de l'environnement de travail électronique (accès ICT, environnement professionnel depuis le domicile, généralisation de l'impression centralisée, uniformisation des modèles et documents dans l'application MaCH pour les justices de paix),

- la mise en place de plates-formes d'informations et de communications électroniques (réalisation d'un site internet uniforme pour les cours et tribunaux, migration des intranets vers un nouvel environnement technologique),

- l'amélioration du service électronique aux citoyens et aux entreprises (Phase 3 e-greffe),

- la poursuite du développement de l'échange électronique de données, y compris au niveau européen (e-CODEX)

- le développement d'instruments de rapport électroniques en support à "BI" (Business Intelligence)

exécution van verzoeken tot rechtshulp in het buitenland vanuit het Federaal Parket, wat naast een aanzienlijke kostenbesparing ook tijdswinst zal opleveren. De verdere uitrol van de elektronische, online- consultatie van strafdossiers in gevangenissen levert naast een verhoogde veiligheid, dezelfde besparingen op.

De toepassingen betreffende het dossierbeheer die de arbeidsrechtbanken, de burgerlijke griffies van de rechtbanken van eerste aanleg en de rechtbanken van koophandel in hun dagelijkse werk ondersteunen, zullen gemoderniseerd worden op technologische vlak ten einde de continuïteit te garanderen, de gebruikersvriendelijkheid te verbeteren en deze toepassingen op termijn te integreren in de nieuwe toepassingsarchitectuur.

De arbeidsauditoraten zullen samen met de correctionele parketten en rechtbanken uitgerust worden met een moderne en gecentraliseerde informatica toepassing. Dit zal eveneens bijdragen tot een vereenvoudiging van de implementatie van de hervorming van het gerechtelijke landschap ten aanzien van de lokale toepassingen.

Tegen begin 2014 wordt een informaticatoepassing ontwikkeld voor de nationale cel die de aanvragen voor DNA-analyses moet coördineren. De gegevens zullen kunnen worden geraadpleegd door de magistraten en de toepassing voorziet in een automatische verbinding met de ReaTpi-toepassing en met het NICC en de laboratoria.

Daarnaast wordt verder gewerkt aan verschillende informatiseringsprojecten voor de rechterlijke orde, die onder meer verband houden met:

- de uitbouw van de elektronische werkomgeving (Toegang ICT werkomgeving van thuis uit, veralgemening Central printing, uniformisering van de templates en documenten gebruikt binnen de MACH applicatie voor de vredegerichten),

- het opzetten van elektronische informatie en communicatie-platformen (realisatie van een uniforme website voor de hoven en rechtbanken, de migratie van de intranetten naar een nieuwe technologische omgeving),

- de verbetering van de elektronische dienstverlening voor de burger en de ondernemingen (Fase 3 E-griffie),

- de verdere uitbouw van de elektronische gegevensuitwisseling, ook op Europees niveau (E-Codex)

- de ontwikkeling van elektronische rapporteringsinstrumenten ter ondersteuning van "BI" (Business Intelligence)

(déploiement du tableau de bord dans l'application MaCH).

En outre, d'autres "Business projects" présentant un impact ICT sont en cours ou doivent encore être lancés.

— **Sidis-Suite:** le nouveau système informatique Sidis-Suite, destiné à améliorer la gestion de la détention, permettra d'assurer le suivi et la gestion de l'ensemble du parcours de détention de manière moderne et plus efficace. Ce système permettra un échange de données rapide et sûr avec d'autres acteurs comme les services de police, les tribunaux et les maisons de justice, ainsi que les services des Communautés qui jouent un rôle important dans la préparation à la réinsertion.

— le Casier judiciaire central dans le système ECRIS, qui doit permettre l'échange de données du Casier judiciaire entre les autorités centrales des États membres de l'Union européenne. Actuellement, on est connecté et les échanges s'effectuent correctement mais beaucoup d'opérations doivent encore se faire manuellement (notamment les notifications reçues des États membres sont encodées à la main). L'objectif pour l'année prochaine est d'automatiser le plus possible l'enregistrement des données reçues des autres États membres via ECRIS. Un autre objectif est de continuer le travail de connexion. Actuellement nous sommes connectés à 18 États membres. La Belgique se connectera aux six États membres ECRIS restants dès qu'ils seront disponibles pour passer en production. Il est à noter qu'à ce jour encore trois États membres ne sont pas encore prêts pour ECRIS.

La modernisation du Casier judiciaire central se poursuivra. Le nouveau système informatique mis en place en juillet 2012 permet d'enregistrer les données de manière plus fiable que par le passé, notamment au niveau de l'identité des personnes condamnées: cette nouvelle application permettra de poursuivre la correction des erreurs d'identité issues du passé.

Le module d'extraction des données du Casier judiciaire central sera renouvelé et permettra une meilleure gestion des demandes d'extraits par les clients eux-mêmes (les services et autorités judiciaires par exemple) comme par le Service du Casier judiciaire central.

L'alimentation automatique du Casier judiciaire central par les tribunaux de police sera poursuivie et les actions seront prises au niveau technique pour améliorer le taux d'exportation automatique de ces données dans le Casier judiciaire central. L'alimentation automatique

(Intelligence) (uitrol Boordtabel binnen de Mach applicatie).

Voorts zijn er nog lopende of op te starten "Business projecten" met een ICT-impact.

— **Sidis-Suite:** Met het nieuwe informaticasysteem Sidis-Suite voor een beter detentiebeheer zal het opvolgen en beheren van het volledige detentietraject op een moderne en meer efficiënte manier gebeuren. Dit systeem zal toelaten op een veilige en snelle manier gegevens uit te wisselen met andere actoren zoals politiediensten, rechtbanken, justitiehuisen alsook de diensten binnen de gemeenschappen die een belangrijke rol spelen in de voorbereiding op de reclassering.

— Het centrale strafregister in het ECRIS Systeem, dat de uitwisseling van gegevens van het strafregister tussen de centrale autoriteiten van de lidstaten van de Europese Unie moet toelaten. Thans is men verbonden en de uitwisselingen verlopen correct maar veel verrichtingen moeten nog manueel gebeuren (inzonderheid de kennisgevingen die van de lidstaten worden ontvangen, worden handmatig gecodeerd). Het doel voor volgend jaar bestaat erin de registratie van de gegevens die van de andere lidstaten worden ontvangen via ECRIS zoveel mogelijk te automatiseren. Een andere doelstelling bestaat erin het verbindingswerk voort te zetten. Thans zijn wij verbonden met 18 lidstaten. België zal verbonden worden met de 6 resterende ECRIS-lidstaten zodra zij beschikbaar zijn om in productie te gaan. Er moet worden opgemerkt dat er thans drie lidstaten nog niet klaar zijn voor ECRIS.

De modernisering van het centraal strafregister gaat voort. Dankzij het nieuwe informaticasysteem dat in juli 2012 is ingevoerd, kunnen de gegevens op een meer betrouwbare wijze worden geregistreerd dan in het verleden, inzonderheid op het stuk van de identiteit van de veroordeelde personen: deze nieuwe toepassing zal het ook mogelijk maken voort te doen met de verbetering van de identiteitsfouten uit het verleden.

De module voor de extractie van de gegevens uit het centraal strafregister zal worden vernieuwd en zal een beter beheer mogelijk maken van de aanvragen voor uittreksels door de klanten zelf (bijvoorbeeld de diensten en de gerechtelijke overheden) zoals door de dienst Centraal Strafregister.

De automatische aanvulling van het centraal strafregister door de politierechtbanken zal worden voortgezet en er zullen op technisch vlak acties worden ondernomen om het cijfer van de automatische export van deze gegevens in het centraal strafregister te verbeteren.

par les greffes permettra aussi d'affecter du personnel du Service du Casier judiciaire central à l'attribution des numéros nationaux manquants dans le Casier judiciaire central. La correspondance complète entre les dossiers du Casier judiciaire central et leur numéro national est un préalable à la connexion des administrations communales au Casier judiciaire central, prévue pour la fin 2014 au plus tard."

Dans le domaine de la sécurité de l'information et de l'informatique, l'introduction d'un processus de gestion en matière de sécurité de l'information assurera une stratégie de sécurité actualisée. L'efficacité de ces mesures de sécurité sera mesurée à certains moments réguliers et corrigée suivant les nécessités constatées.

À côté de ces projets, une grande attention est toujours accordée à la normalisation et la modernisation de l'environnement de l'utilisateur. On retrouve ici des projets tels que la normalisation des postes de travail, le projet pc@work, la rationalisation de l'environnement d'impression, l'élargissement des moyens de communication modernes. L'objectif est ici une réduction de la charge de travail par une meilleure collaboration, et à terme, une économie de coûts.

L'informatisation de la gestion des frais de justice sera également lancée.

Réforme de la procédure devant la Cour de cassation en matière pénale

Cette réforme, à l'examen au Parlement, prévoit essentiellement le renforcement et l'introduction des règles procédurales nécessaires à un accomplissement efficace des missions de la Cour de cassation qui découlent de la nature du pourvoi en cassation. La Cour de cassation est en effet confrontée chaque année à une augmentation constante du nombre de pourvois en matière pénale, ce qui menace de paralyser son fonctionnement. Dans le cadre des propositions de réforme, il a été opté pour un nombre important d'adaptations procédurales, qui doivent faire en sorte d'endiguer le l'afflux de pourvois en cassation et permettre à la Cour de cassation d'accomplir efficacement ses missions.

De automatische aanvulling door de griffies zal het ook mogelijk maken personeel van de dienst Centraal Strafregister aan te stellen voor de toekenning van de ontbrekende rijksregisternummers in het centraal strafregister. De volledige overeenstemming tussen de dossiers van het centraal strafregister en hun rijksregisternummer is een voorwaarde voor de aansluiting van de gemeentelijke administraties met het centraal strafregister, gepland tegen uiterlijk eind 2014."

Op het gebied van informatie- en informaticaveiligheid zorgt de invoering van een beheersproces inzake informatiebeveiliging voor een geactualiseerde beveiligingsstrategie. De effectiviteit van deze beveiligingsmaatregelen zal op regelmatige tijdstippen worden gemeten en waar nodig bijgestuurd.

Naast deze projecten blijft grote aandacht uitgaan naar de standaardisatie en modernisering van de gebruikersomgeving. Hieronder vallen projecten als de standaardisatie van de werkposten, het project PC@work, de rationalisering van de printomgeving, de uitbreiding van de mobiele communicatiemiddelen. Streefdoel hierbij is een vermindering van de werklust door betere samenwerking, en op termijn een kostenbesparing.

Ook de informatisering van het beheer van de gerechtskosten wordt opgestart.

De hervorming van de rechtspleging voor het Hof van Cassatie in strafzaken

Met deze hervorming, die in bespreking is in het parlement, wordt hoofdzakelijk de versterking en de invoering van de procedurele regels voorzien, die nodig zijn voor de doeltreffende uitvoering van de opdrachten van het Hof van Cassatie die voortvloeien uit de aard van het cassatieberoep. Het Hof van Cassatie wordt immers geconfronteerd met een gestage jaarlijkse toename van het aantal cassatieberoepen in strafzaken, hetgeen zijn werking dreigt te verlammen. Bij de hervormingsvoorstellen is geopteerd voor een aantal belangrijke procedurele aanpassingen, die ervoor moeten zorgen dat de toestroom van het aantal cassatieberoepen wordt ingedijkt en die het Hof van Cassatie moeten toelaten om zijn opdrachten op een efficiëntere wijze te vervullen.

Réforme Salduz

L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 14 février 2013 a confirmé les grandes lignes de la loi Salduz. La Cour a toutefois annulé la loi sur trois points:

— pour un suspect qui n'est pas privé de sa liberté, la loi doit prévoir qu'il doit être informé du fait qu'il n'a pas été privé de sa liberté et qu'il est libre d'aller et venir à tout moment.

— la loi doit être adaptée afin que pour toutes les infractions en matière de roulage punissables d'un emprisonnement d'un an ou plus soit également prévu le droit à une concertation confidentielle avec un avocat avant la première audience.

— le régime de sanction doit être adapté pour les auditions pour lesquelles le régime Salduz n'a pas été appliqué.

La mise en conformité de la loi Salduz avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle a été prévue dans le projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice, qui sera prochainement soumis à l'examen du Parlement.

Aide juridique

Le coût global de l'aide juridique a triplé au cours des dernières années et la Cour des comptes a formulé un certain nombre de remarques au sujet de l'utilisation du contrôle des deniers publics. Ces éléments ont suscité une réforme du système pour assurer un juste financement tout en maintenant l'accès à la justice.

Un avant-projet de loi a été rédigé sur base du rapport de l'INCC et des propositions formulées par les deux Ordres des avocats. Ce texte a été approuvé en première lecture par le conseil des ministres et soumis au Conseil d'État. Il est affiné suite aux remarques qui ont été formulées.

Réforme concernant les huissiers de justice

L'accord de gouvernement prévoyait une réforme du statut de l'huissier de justice. Dans le passé, il était en effet apparu que des nominations étaient continuellement contestées devant le Conseil d'État, montrant clairement la nécessité d'une modernisation d'urgence de la profession et du statut.

Salduz-hervorming

Het arrest van het Grondwettelijk Hof van 14 februari 2013 bevestigde de grote lijnen van de zogenaamde Salduz-wet. Op drie punten echter vernietigde het Hof de wet:

— voor een niet van zijn vrijheid beroofde verdachte moet de wet voorzien dat deze wordt ingelicht dat hij niet van zijn vrijheid is benomen en hij op elk ogenblik kan gaan waar hij wil

— aanpassen van de wet opdat voor alle verkeersinbreuken strafbaar met een gevangenisstraf van 1 jaar of meer ook het recht wordt voorzien op een vertrouwelijk overleg met de advocaat voor het eerste verhoor

— aanpassing van de sanctieregeling voor de verhoren waarbij de Salduz-regeling niet werd toegepast.

Het conformeren van de Salduz-wet aan de uitspraak van het Grondwettelijk Hof is voorzien in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake justitie, dat binnenkort aan het Parlement ter bespreking zal worden voorgelegd.

Rechtsbijstand

De globale kost van de rechtsbijstand is in de loop van de laatste jaren verdrievoudigd en het Rekenhof heeft een aantal opmerkingen geformuleerd t.a.v. de controle op de besteding van de publieke middelen. Deze elementen noodzaakten een hervorming van het systeem om te zorgen voor een juiste financiering met behoud van de toegang tot de justitie.

Er werd een voorontwerp van wet opgesteld op grond van het verslag van het NICC en er zijn voorstellen geformuleerd door beide ordes van advocaten. Deze tekst werd goedgekeurd door de Ministerraad en voorgelegd aan de Raad van State en wordt verder verfijnd als gevolg van de opmerkingen die werden geformuleerd.

Hervorming gerechtsdeurwaarders

Het regeerakkoord voorzag in een hervorming van het statuut van de gerechtsdeurwaarder. In het verleden was immers gebleken dat benoemingen voortdurend werden aangevochten voor de Raad van State waardoor het duidelijk werd dat er dringend nood was aan een modernisering van het beroep en het statuut.

Le projet de loi modifiant le statut des huissiers de justice est actuellement débattu au Parlement. Dans les grandes lignes, il s'agit d'objectiver les procédures de nomination, en instituant des commissions de nomination mixtes, et de revaloriser le statut du candidat-huissier de justice, d'une part, en instaurant un concours et, d'autre part, en intégrant le candidat dans le fonctionnement des organisations professionnelles. La sortie de la profession devait elle aussi bénéficier d'un cadre, qui faisait jusqu'à présent défaut. À cet égard, la continuité du service public, présentant la plus grande sécurité possible pour toutes les parties concernées, devait occuper une place centrale.

Une modernisation de la profession impliquait également une adaptation de la description des tâches de l'huissier de justice et du fonctionnement de la profession au changement de réalité. Tout cela devait reposer sur une éthique professionnelle et une déontologie fortes. Un droit disciplinaire efficace est en outre essentiel. Il passe notamment par un alourdissement des sanctions et l'institution de commissions disciplinaires, composées également d'externes. Le projet de loi répond à tous ces points.

Gestion des frais de justice.

Afin d'assurer une meilleure gestion des frais de justice, un plan d'action a été établi en 2013. Il est suivi de près par un groupe de pilotage reprenant les différents secteurs concernés tant dans la magistrature que dans l'administration. Ce plan sera poursuivi. Il se développe sur plusieurs axes:

- Poursuivre et améliorer l'informatisation des frais de justice afin d'obtenir, à terme, un suivi transparent du réquisitoire au payement,

- Sensibilisation de la magistrature notamment, par le biais de formations en collaboration avec l'IFJ,

- Adaptation des tarifs à la réalité actuelle en matière de téléphonie, de traduction et d'analyses médicales notamment,

- Amélioration de la base légale et réglementaire.

Ainsi, dans des arrondissements pilotes, le développement des systèmes informatiques existants et leur mise en lien avec le système de paiement CGAB sera testé dès 2014.

Het wetsontwerp tot wijziging van het statuut van de gerechtsdeurwaarders wordt momenteel besproken in het parlement. In grote lijnen gaat het om het objectiveren van de benoemingsprocedures, met de oprichting van gemengd samengestelde benoemingscommissies en om de opwaardering van het statuut van kandidaat-gerechtsdeurwaarder, enerzijds door de invoering van een vergelijkend examen, anderzijds door de opname van de kandidaat in de werking van de beroepsorganisaties. Ook de uitstroom uit het beroep diende een kader te krijgen, dat tot op heden ontbrak. Hierbij diende de continuïteit van de openbare dienstverlening, met een zo groot mogelijke zekerheid voor alle betrokken partijen, centraal te staan.

Een modernisering van het beroep hield ook in dat de taakomschrijving van de gerechtsdeurwaarder en de werking van het beroep aangepast werd aan de gewijzigde realiteit. Dit alles diende te gebeuren vanuit een sterke beroepsethiek en deontologie. Een goed functionerend tuchtrecht is daarbij van essentieel belang. Dit gebeurt onder andere door een verzwaring van de sancties en de oprichting van tuchtcommissies, die ook door externen worden bemand. Het wetsontwerp komt aan al deze punten tegemoet.

Beheer van de gerechtskosten

Met het oog op een beter beheer van de gerechtskosten is in 2013 een actieplan opgesteld. Dat wordt van dichtbij gevolgd door een stuurgroep met de verschillende betrokken sectoren zowel in de magistratuur als in de administratie. Dit plan zal worden voortgezet. Het is opgebouwd rond verschillende assen:

- voortzetting en verbetering van de informatisering van de gerechtskosten teneinde op termijn een transparante opvolging van de vordering tot de betaling te verkrijgen,

- sensibilisering van de magistratuur, inzonderheid via opleidingen in samenwerking met het IGO,

- aanpassing van de tarieven aan de huidige realiteit inzonderheid inzake telefonie, vertaling en medische analyses,

- verbetering van de wettelijke en regelgevende grondslag.

Aldus zal in proefarrondissementen de ontwikkeling van de bestaande informaticasystemen en de verbinding ervan met het betalingssysteem CGAB vanaf 2014 worden getest.

Dans les premiers mois de cette même année 2014, une circulaire commune administration - ordre judiciaire rappellera aux magistrats les bonnes et les moins bonnes pratiques en matière de frais de justice afin d'augmenter la conscientisation et la responsabilisation des magistrats dans cette matière. Avant la fin 2013, les tarifs en matière de traduction seront adaptés par un arrêté royal actuellement en cours de finalisation, suite à l'avis du Conseil d'État.

Avec l'accord de la ministre de la Santé, un groupe de travail INAMI-DGOJ sera mis en place, pour harmoniser le tarif des frais de justice au tarif INAMI en ce qui concerne les actes médicaux ou paramédicaux.

Enfin, les propositions de loi instaurant, conformément aux directives européennes, un registre des traducteurs et interprètes, actuellement en cours de discussion seront l'occasion de renforcer la base légale sur laquelle reposent les frais de justice.

Parallèlement à ce plan des contacts sont en cours entre le SPF Finances et le SPF Justice afin d'améliorer le flux d'informations entre les services et d'obtenir à terme, une meilleure récupération des frais de justice et, par conséquent, une meilleure vision du coût réel de la Justice.

Les deux études extérieures actuellement en cours, l'une sur l'optimisation de l'utilisation des traductions en matière judiciaire et l'autre sur la gestion des pièces à conviction, continueront à être suivies de près.

L'amélioration de l'efficacité des recouvrements — OCSC

Une réforme de l'OCSC s'impose afin d'améliorer l'efficacité du fonctionnement de cet office. À cet effet, la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la saisie et la confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur des biens saisis et l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (désignée ci-après en abrégé "Loi OCSC") a été amendée. La loi précitée régit la composition et les compétences de l'OCSC.

In de eerste maanden van 2014 zal een gemeenschappelijke circulaire administratie-rechterlijke orde de magistraten wijzen op de goede en minder goede handelwijzen inzake gerechtskosten teneinde de magistraten ter zake bewuster te maken en meer te responsabiliseren. Vóór eind 2013 zullen de tarieven inzake vertaling worden aangepast via een koninklijk besluit dat thans wordt afgewerkt als gevolg van het advies van de Raad van State.

Met de instemming van de minister van Volksgezondheid zal een werkgroep RIZIV-DG RO worden opgericht om het tarief van de gerechtskosten af te stemmen op het RIZIV-tarief met betrekking tot de medische of paramedische handelingen.

Ten slotte zullen de wetsvoorstellen die overeenkomstig de Europese richtlijnen een register van vertalers en tolken invoeren en die thans worden besproken, de gelegenheid zijn om de wettelijke grondslag te versterken waarop de gerechtskosten berusten.

Samen met dit plan zijn contacten gelegd tussen de FOD Financiën en de FOD Justitie teneinde de informatiestroom tussen de diensten te verbeteren en op termijn tot een betere recuperatie te komen van de gerechtskosten en bijgevolg tot een betere visie op de werkelijke kostprijs van justitie.

De twee externe studies die thans lopen, de ene over de optimalisering van het gebruik van de vertalingen in gerechtszaken en de andere over het beheer van de overtuigingsstukken, zullen nog steeds van dichtbij worden gevolgd.

Effectievere en efficiëntere invorderingen - COIV

Een hervorming van het COIV is noodzakelijk om deze instelling efficiënter en effectiever te laten optreden. Daartoe is de wet van 26 maart 2003 houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en houdende bepalingen inzake het waardevast beheer van in beslag genomen goederen en de uitvoering van bepaalde vermogenssancties (hierna verkort geciteerd als "COIV-wet") inmiddels gewijzigd. De voornoemde wet regelt de samenstelling en de bevoegdheden van het COIV.

4. Autres modifications législatives

Droit successoral et régimes matrimoniaux

Une première réforme du droit successoral a été réalisée par la loi du 10 décembre 2012 relative à l'indignité successorale. Celle-ci élargit la définition de l'indignité successorale afin de couvrir des situations objectivement problématiques qui n'étaient pas couvertes jusqu'à présent. Cette nouvelle définition va de pair avec une règle cohérente d'indignité alimentaire et de perte des avantages matrimoniaux pour celui qui s'est conduit de manière inadmissible à l'égard du défunt. En outre, la loi élargit les cas de substitution (ce terme étant introduit pour remplacer celui de représentation). Dorénavant la substitution sera permise au profit des descendants de l'héritier qui renonce ou qui est indigne, comme au profit des descendants de l'héritier décédé. La loi permet ainsi pour la première fois le saut volontaire de génération en droit successoral.

L'article 124 de la Loi sur le contrat d'assurance terrestre, disposition déclarée inconstitutionnelle, a par ailleurs été réécrit par la loi du 10 décembre 2012 modifiant ledit article, de sorte qu'il est maintenant conforme à la Constitution, et qu'il empêche effectivement l'abus de l'assurance sur la vie qui serait volontairement utilisée pour porter atteinte aux intérêts des héritiers réservataires (les enfants en particulier) du preneur d'assurance.

Dans la prolongation de la modification de l'article 124, un projet de loi a été déposé, qui vise notamment à modifier les articles 127 et 128 de cette loi sur le contrat d'assurance terrestre, qui ont eux aussi été déclarés inconstitutionnels. Il s'agit de régler le sort, au regard du droit des régimes matrimoniaux et plus spécifiquement au regard du régime légal de communauté, des assurances sur la vie conclues par une personne mariée mais aussi des assurances groupe (c'est-à-dire des pensions complémentaires gérées par un assureur). Ce projet est en discussion au Parlement.

Un second volet de la réforme du droit des régimes matrimoniaux vise plus spécialement les suites du décès d'un époux. Il s'agit de clarifier le sort des biens des époux au décès de l'un de ceux-ci et d'éliminer plusieurs incertitudes quant à la portée de clauses qui peuvent être insérées dans un contrat de mariage dans ce contexte. En permettant de mieux déterminer la consistance exacte de la succession de l'époux décédé,

4. Verdere wetswijzigingen

Erfrecht en huwelijksvermogensrecht

Een eerste hervorming van het erfrecht is verwezenlijkt met de wet van 10 december 2012 met betrekking tot de onwaardigheid om te erven. Deze breidt de definitie uit van de onwaardigheid om te erven teneinde objectief problematische situaties te omvatten die tot op heden niet werden gedekt. Deze nieuwe definitie gaat gepaard met een coherente regeling van alimentaire onwaardigheid en van verlies van huwelijksvoordelen voor wie zich tegenover de erflater onbetamelijk heeft gedragen. Daarnaast worden de gevallen van plaatsvervulling verruimd: de afstammelingen van een overleden erfgenaam, maar ook de afstammelingen van een erfgenaam die onwaardig is, of van een erfgenaam die de nalatenschap verwerpt, zullen voortaan zijn plaats kunnen innemen. Hierdoor is voor het eerst de mogelijkheid ingevoerd van een gewilde erfenissprong of generatiesprong bij erfrecht.

Overigens is de ongrondwettig verklaarde bepaling van artikel 124 van de wet op de landverzekeringsovereenkomst herschreven door de wet van 10 december 2012 tot wijziging van dit artikel, zodat ze nu grondwetsconform is, en ook daadwerkelijk het misbruik van levensverzekeringen om voorbehouden erfgenamen (kinderen in het bijzonder) te benadelen, tegengaat.

In het verlengde van de aanpassing van artikel 124 van de wet op de landverzekeringsovereenkomst werd een ontwerp van wet ingediend dat inzonderheid gericht is op de wijziging van de artikelen 127 en 128 van deze wet, die ook ongrondwettig zijn verklaard. Het gaat erom, t.a.v. het recht van de huwelijksvermogensstelsels en meer specifiek t.a.v. het wettelijke gemeenschapsstelsel, het lot te regelen van de levensverzekeringen die door een gehuwde persoon zijn aangegaan, maar ook van groepsverzekeringen (dat wil zeggen aanvullende pensioenen beheerd door een verzekeraar). Dit ontwerp is inmiddels in bespreking in het parlement.

Een tweede deel van de hervorming van het huwelijksvermogensrecht is in het bijzonder gericht op de gevolgen van het overlijden van een van de echtgenoten. Er moet duidelijkheid worden geschapen over het lot van de goederen van de echtgenoten bij het overlijden van een van hen en verschillende onzekerheden moeten worden weggewerkt met betrekking tot de draagwijdte van clausules die in een huwelijkscontract kunnen

ces modifications prépareront la réforme annoncée du droit successoral

La modernisation du droit familial

En matière de droit de la famille, plusieurs dossiers devraient être poursuivis et finalisés en 2014:

— réforme de l'attribution du nom

Actuellement, l'enfant dont la filiation est établie à l'égard des deux parents porte le nom de famille du père. Pour accentuer l'égalité entre les hommes et les femmes, une initiative a été prise afin de réformer le mode de dévolution du nom.

Un avant-projet de loi a été adopté par le Conseil des ministres le 19 juillet dernier. Celui-ci prévoit la possibilité pour les parents de choisir le nom de leurs enfants: le nom du père, le nom de la mère, ou encore le double nom (avec choix de l'ordre). Si les parents ne font pas de choix ou ne parviennent pas à se mettre d'accord, le système actuel sera appliqué et l'enfant portera le nom du père. Après avis du Conseil d'État, ce projet de loi sera aussitôt que possible déposé à la Chambre des Représentants.

— exécution de la nouvelle législation concernant l'incapacité

La mise en œuvre de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine nécessite l'adoption de plusieurs arrêtés royaux avant le 1^{er} juin 2014, date d'entrée en vigueur de la loi. Il s'agit notamment de créer le Registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance et le Registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire, mais aussi d'établir des modèles de requêtes, de rapports et de certificats médicaux.

— co-parents

Pour lutter contre la discrimination entre les couples hétérosexuels et homosexuels en matière de droit de la filiation, une réforme de cette législation paraît en effet nécessaire.

worden ingevoegd in deze context. Door de mogelijkheid te bieden de exacte omvang van de erfenis van de overleden echtgenoot te bepalen, zullen deze wijzigingen de aangekondigde hervorming van het erfrecht voorbereiden.

De modernisering van het familierecht

Inzake familierecht zouden verschillende dossiers moeten worden voortgezet en afgewerkt in 2014:

— de wijziging van de naamgeving

Momenteel krijgt het kind waarvan de afstamming zowel langs moeders- als langs vaderskant vaststaat, de familienaam van de vader. Om de gelijkheid tussen man en vrouw te benadrukken, is het initiatief genomen om de wijze van toekenning van de naam te hervormen.

De Ministerraad heeft op 19 juli 2013 een voorontwerp van wet goedgekeurd. Dat voorziet in de mogelijkheid voor de ouders om de naam van hun kinderen te kiezen: de naam van de vader, de naam van de moeder, of nog de dubbele naam (met keuze van de volgorde). Indien de ouders geen keuze maken of niet erin slagen overeenstemming te bereiken, zal het huidige systeem worden toegepast en zal het kind de naam van de vader dragen. Na advies van de Raad van State zal dit ontwerp van wet zo snel mogelijk worden ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

— de uitvoering van de nieuwe wetgeving inzake onbekwaamheid

De tenuitvoerlegging van de wet van 17 maart 2013 tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid, vereist de goedkeuring van verschillende koninklijke besluiten vóór 1 juni 2014, de datum van inwerkingtreding van de wet. Het Centraal Register van Verklaringen betreffende de aanwijzing van een bewindvoerder of een vertrouwenspersoon en het Centraal Register van de Lastgevingsovereenkomsten moeten inzonderheid worden opgericht, zulks teneinde een buitengerechtelijke bescherming te organiseren, maar ook om de modellen van verzoeken, verslagen en geneeskundige verklaringen op te stellen.

— mee-ouders

Om de discriminatie tussen koppels van verschillend en gelijk geslacht op het vlak van het afstammingsrecht weg te werken, blijkt een hervorming van deze wetgeving inderdaad noodzakelijk.

Les partenaires de même sexe doivent pouvoir être co-parents des enfants issus de l'un d'eux au cours de leur vie conjugale, sans avoir recours à la procédure d'adoption.

— enfants morts-nés

Des discussions sont menées sur un avant-projet de loi pour améliorer le régime juridique des enfants nés sans vie avant le seuil des 180 jours prévus par le Code civil. Compte tenu de l'évolution continue en néonatalogie, la limite de viabilité baisse en effet constamment. Cet avant-projet est également attentif aux parents dont l'enfant est mort-né à un stade plus précoce de la grossesse.

— commission des contributions alimentaires

La création d'une Commission des contributions alimentaires devrait être finalisée. Cette commission formulera, conformément à l'article 1322 du Code judiciaire, des recommandations pour l'évaluation des frais d'éducation des enfants et de la fixation de la contribution de chacun des père et mère à ces frais. Le secrétariat de cette Commission sera assuré par le SPF Justice. Le projet d'arrêté royal qui met en place cette Commission est actuellement soumis pour avis au Conseil d'État.

— transgenres

Une évaluation de la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité est en cours. La possibilité d'adapter cette loi est envisagée dans l'optique d'alléger les conditions requises pour obtenir une modification du sexe mentionné dans les actes de l'état civil.

— création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse

Le projet de loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, a été adopté par la Chambre et le Sénat au mois de juillet dernier, et devrait entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2014 au plus tard. Ce projet met fin au morcellement des compétences en matière familiale. La création de ce tribunal s'inscrit également dans le cadre de la réforme du paysage judiciaire.

De partners van hetzelfde geslacht moeten mee-ouder kunnen worden van de kinderen van een van hen tijdens het huwelijksleven, zonder een beroep te moeten doen op de adoptieprocedure.

— levenloos geboren kinderen

Er worden besprekingen gevoerd over een voorontwerp van wet om de wettelijke regeling te verbeteren van levenloos geboren kinderen vóór de drempel van 180 dagen bedoeld in het Burgerlijk Wetboek. Rekening houdend met de voortdurende evolutie in de neonatologie daalt de grens van levensvatbaarheid immers constant. Dit voorontwerp heeft eveneens aandacht voor ouders van wie het kind levenloos geboren wordt in een vroeger stadium van de zwangerschap.

— commissie onderhoudsbijdragen

De oprichting van een Commissie voor onderhoudsbijdragen zou moeten worden voltooid. Deze commissie zal, conform artikel 1322 van het Gerechtelijk Wetboek, aanbevelingen opstellen voor de evaluatie van de kosten voor de opvoeding van de kinderen en van de bepaling van de bijdrage van elk van de ouders in deze kosten. Het secretariaat van deze commissie zal worden verzorgd door de FOD Justitie. Het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van deze commissie ligt thans voor advies voor aan de Raad van State.

— transgenders

Thans wordt de wet van 10 mei 2007 betreffende de transseksualiteit geëvalueerd. De mogelijkheid om deze wet aan te passen wordt overwogen met het oog op een verzachting van de voorwaarden om een wijziging te bekomen van het in de akten van de burgerlijke stand vermelde geslacht.

— de oprichting van een familie- en jeugdrechtbank

Het ontwerp van wet tot oprichting van een familie- en jeugdrechtbank werd goedgekeurd door de Kamer en de Senaat in juli 2013 en zou uiterlijk in werking moeten treden op 1 september 2014. Dit ontwerp maakt een einde aan de versnippering van de bevoegdheden in familiezaken. De oprichting van deze rechtbank ligt ook in de lijn van de hervorming van het gerechtelijke landschap.

Révision du Code d'instruction criminelle

— Drogues

Le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi permettant de mieux lutter contre les nouvelles drogues de synthèse ainsi que d'incriminer les actes préparatoires et la destruction du matériel utilisé dans le cadre de la production illicite de drogues.

— Jeux de hasard

Les jeux de hasard connaissent une importante évolution notamment via Internet. Il convient dès lors d'adapter notre réglementation en la matière.

C'est la raison pour laquelle plusieurs arrêtés royaux seront finalisés prochainement.

— ADN

La nouvelle loi relative à l'analyse ADN en matière pénale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. L'arrêté royal portant exécution de cette loi a été publié au *Moniteur belge*.

Les dernières mesures pratiques ont été prises afin de permettre une entrée en vigueur efficace et sans problème de la loi. Ainsi, une cellule nationale a été créée au sein du parquet fédéral et l'arrêté ministériel du 10 mars 2003 fixant le modèle de la formule de demande d'agrément d'un laboratoire pour analyse ADN sera prochainement adapté.

Réforme du droit judiciaire et économique

— Réalisations concernant la loi sur la continuité des entreprises

La loi sur la continuité des entreprises a été adaptée par la loi du 27 mai 2013. Les principes fondamentaux ont été maintenus mais la recherche des abus a été optimisée. Le nombre de fonctions de signal d'alarme a été augmenté de manière à faire remonter plus rapidement à la surface d'éventuels problèmes. Les entreprises devront fournir plus rapidement et de manière plus complète des informations au juge si elles veulent faire usage de la procédure afin de poursuivre leurs activités. À cet égard, il devra être tenu compte des implications pour les créanciers, qui devront être traités de manière équitable.

Herziening Wetboek van strafvordering

— Drugs

De Ministerraad heeft een ontwerp van wet goedgekeurd dat de mogelijkheid biedt de nieuwe synthetische drugs beter te bestrijden, evenals de voorbereidende handelingen en de vernietiging van het gebruikte materiaal in het kader van de illegale productie van drugs strafbaar te stellen.

— kansspelen

De kansspelen kennen een grote evolutie, inzonderheid via het internet. Onze regelgeving ter zake moet derhalve worden aangepast.

Daarom zullen binnenkort enkele koninklijke besluiten worden voltooid.

— DNA

De nieuwe wet inzake DNA-onderzoek in strafzaken is in werking getreden op 1 januari 2013. Het KB tot uitvoering van deze wet is gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De laatste praktische maatregelen zijn genomen om de wet en het KB efficiënt en zonder problemen in werking te laten treden. Zo wordt een nationale cel opgericht in het federaal parket, en zal binnenkort het Ministerieel Besluit van 10 maart 2003 ter vastlegging van het model van aanvraagformulier voor erkenning van een laboratorium voor DNA-analyse aangepast worden.

De hervormingen in het gerechtelijk en economisch recht

— Realisaties inzake de wet continuïteit ondernemingen.

De wet op de continuïteit van de ondernemingen werd bij wet van 27 mei 2013 aangepast. De grondbeginselen werden behouden, maar de opsporing van misbruiken werd geoptimaliseerd. Het aantal knipperlichtfuncties werd verhoogd, zodat eventuele problemen sneller aan de oppervlakte komen. Bedrijven zullen sneller en op meer volledige wijze informatie moeten verstrekken aan de rechter indien zij gebruik willen maken van de procedure om hun activiteiten verder te zetten, waarbij rekening moet worden gehouden met de gevolgen voor de schuldeisers, die op een billijke wijze moeten worden behandeld.

— Adaptation au droit de la faillite

Le dossier de faillite visé à l'article 39 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites est déjà tenu à jour électroniquement dans un certain nombre de tribunaux. Pour mettre de l'ordre dans la pratique et protéger les créanciers, une uniformisation des conditions qui régissent cette matière s'impose d'urgence. Une proposition sera prochainement déposée au Parlement à cet effet.

Une adaptation des dispositions en matière d'excusabilité sera également au programme. L'objectif est de donner au juge la possibilité d'apprécier largement une faute grave manifeste lors de la faillite. Enfin, l'excusabilité partielle sera introduite. Un projet de loi a également été déposé à cet effet.

— Adaptation au droit des sociétés

Les critères de la dissolution d'une société en un acte seront affinés.

Suivant les recommandations 24 et 25 du GAFI, une modification législative sera nécessaire (Code des sociétés et loi ASBL et BCE) afin de publier le nom de la personne responsable de la tenue d'un registre reprenant les bénéficiaires effectifs des personnes morales.

— Adaptation des compétences des tribunaux de commerce

Les compétences de ces tribunaux seront ajustées dans le Code judiciaire. Ainsi, tous les litiges à caractère commercial concernant les entreprises seront soumis au tribunal de commerce quel qu'en soit le montant.

— Garanties

En matière de garanties, la loi du 11 juillet 2013 qui vise à moderniser le droit des sûretés réelles mobilières et s'inspire d'exemples internationaux a été publiée dans le *Moniteur belge* du 2 août 2013 et entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} décembre 2014.

Elle abroge la condition de dépossession du débiteur comme condition pour la réalisation de gages, prévoit la création d'un registre électronique des gages, règle plusieurs questions que la loi actuelle n'aborde pas

— Adaptations au droit de faillissementsrecht

Het faillissementsdossier bedoeld in artikel 39 van de Faillissementswet van 8 augustus 1997 wordt thans reeds in een aantal rechtbanken elektronisch bijgehouden. Om de praktijk te ordenen en de schuldeisers te beschermen is het dringend vereist dat de voorwaarden waaronder dit gebeurt eenvormig zouden worden gemaakt. Een voorstel daartoe wordt binnenkort in het parlement ingediend

Tevens wordt een aanpassing van de regels inzake verschoonbaarheid beoogd. Bedoeling is de rechter een ruime beoordeling te geven inzake een kennelijk grove fout bij het faillissement. Tenslotte zal de gedeeltelijke verschoonbaarheid ingevoerd worden. Ook daartoe is een wetsontwerp ingediend.

— Aanpassing aan het vennootschapsrecht

De criteria inzake de ontbinding van een vennootschap in een akte zullen worden verfijnd.

Volgens de aanbevelingen 24 en 25 van de FAG zal een wijziging van de wetgeving noodzakelijk zijn (Wetboek van vennootschappen, vzw-wet en wet tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen) teneinde de naam te publiceren van de persoon die verantwoordelijk is voor het bijhouden van een register met de uiteindelijke begunstigten van rechtspersonen.

— Aanpassing van de bevoegdheden van de rechtbanken van koophandel

De bevoegdheden van deze rechtbanken worden herschikt in het Gerechtelijk Wetboek. Zo zullen alle geschillen van commerciële aard die betrekking hebben op de ondernemingen voorgelegd worden aan de rechtbank van koophandel, zulks ongeacht het bedrag van het geschil.

— Zakelijke zekerheden

Met betrekking tot zakelijke zekerheden is de wet van 11 juli 2013 die de modernisering van het recht van de zakelijke zekerheden op roerende goederen beoogt en geïnspireerd is op internationale voorbeelden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 2013. Voornoemde wet zal uiterlijk op 1 december 2014 in werking treden.

Zij schaft de voorwaarde van buitenbezitstelling van de schuldenaar als voorwaarde voor de totstandkoming van het pand af, voorziet in de oprichting van een elektronisch pandregister, regelt diverse aangelegenheden

et adapte mieux le droit de rétention à la réserve de propriété.

Enfin, elle regroupe dans le Code civil un certain nombre de dispositions qui sont actuellement dispersées dans de nombreuses lois.

Les travaux destinés à rendre pleinement opérationnelle cette importante réforme seront poursuivis, par l'adoption de différents arrêtés d'exécution, notamment sur le registre des gages dont il est nécessaire d'assurer la mise sur pied sur le double plan juridique et informatique, en collaboration avec le SPF Finances (puisque ce registre des gages sera contrôlé par le service des Hypothèques de l'administration générale de la Documentation patrimoniale du SPF Finances)

— Réforme de la procédure sommaire d'injonction de payer

En outre, en exécution de l'accord gouvernemental et pour transposer la directive contre le retard de paiement précitée, un projet de loi a été déposé visant à rendre plus efficace la procédure sommaire d'injonction de payer qui figure dans le Code judiciaire. Dans ce contexte, une homogénéité complète entre les procédures européennes et belges est recherchée.

Le gouvernement a estimé qu'il ne suffisait pas de resserrer les délais de paiement des factures mais qu'il fallait aussi faciliter leur recouvrement en cas de défaut de paiement du créancier. Une telle mesure procédurale contribue à renforcer la sécurité juridique de nos entreprises.

— Compte de tiers

Afin de renforcer la confiance du citoyen dans l'administration de la justice, la protection des "comptes tiers" des avocats, notaires et huissiers de justice sera optimisée, de manière à sécuriser les sommes qu'ils gardent pour le compte de tiers (des clients, par exemple) contre les éventuelles saisies de propres créanciers de ces professionnels. Le Code civil et le Code judiciaire seront prochainement modifiés à cet effet.

— Professions libérales

Le Conseil des ministres a adopté le 19 juillet 2013 un projet de loi ayant pour objet essentiel d'insérer dans le

die thans niet in de wet aan bod komen en stemt het retentierecht en het eigendomsvoorbehoud beter op elkaar af.

Ten slotte hergroepeert de wet een aantal bepalingen die thans verspreid zijn over talrijke wetten binnen het Burgerlijk Wetboek.

De werkzaamheden die ertoe strekken die belangrijke hervorming volledig operationeel te maken, zullen worden voortgezet door de goedkeuring van verschillende uitvoeringsbesluiten, inzonderheid inzake het pandregister waarvoor het noodzakelijk is dat de invoering ervan zowel op juridisch vlak als op computervlak wordt gewaarborgd in samenwerking met de FOD Financiën (aangezien dat pandregister zal worden gecontroleerd door de dienst Hypotheken van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën).

— Hervorming van de summier rechtspleging om betaling te bevelen

Verder wordt er in uitvoering van het regeerakkoord en ter omzetting van de reeds vernoemde Richtlijn betalingsachterstand tevens een wetsontwerp opgesteld dat erop gericht is de summier rechtspleging om betaling te bevelen die vervat ligt in het Gerechtelijk Wetboek efficiënter te maken. Hierbij zal er worden gestreefd naar een voldoende homogeniteit tussen de Europese en Belgische rechtsplegingen.

De regering was immers van oordeel dat het niet volstaat om alleen de betalingstermijnen voor facturen te verstrakken maar dat het tevens noodzakelijk is de invordering ervan te vergemakkelijken indien een schuldenaar in gebreke blijft. Dergelijke procedurele maatregel draagt immers bij tot meer rechtszekerheid voor onze ondernemingen.

— Derdenrekening

Om het vertrouwen van de burger in de rechtsbedeling te versterken, zal de bescherming van de "derdenrekeningen" van advocaten, notarissen en gerechtsdeurwaarders worden geoptimaliseerd om de sommen die zij voor rekening van derden (cliënten bijvoorbeeld) bewaren te beveiligen tegen de eventuele inbeslagnemingen van de eigen schuldeisers van die vakmensen. Het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek zullen daartoe binnenkort worden gewijzigd.

— Vrije beroepen

De Ministerraad keurde op 19 juli 2013 een ontwerp van wet goed dat tot wezenlijk doel heeft in het Wetboek

Code de droit économique un nouveau Titre relatif aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs en ce qui concerne les titulaires de professions libérales.

Ce nouveau Titre est destiné à remplacer la loi actuelle du 2 août 2002 relative aux professions libérales et il répond à deux objectifs majeurs: d'une part, assurer la transposition à l'égard des professions libérales de la directive 2005/29/CE du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales; d'autre part, remédier aux discriminations dénoncées par la Cour constitutionnelle et découlant des différences entre les règles applicables aux pratiques des professions libérales, telles qu'actuellement déterminées par la loi du 2 août 2002, et celles beaucoup plus développées applicables aux pratiques des autres entreprises, telles qu'elles sont actuellement déterminées par la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

— Ratification et implémentation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet

La Belgique était cosignataire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet du 19 février 2013. Cet accord crée une juridiction unifiée du brevet qui, dans l'avenir, sera exclusivement compétente pour les litiges relatifs aux brevets européens et leur révocation.

La ratification et l'implémentation de cet accord seront dirigées par le ministre de l'Économie, avec le soutien du SPF Justice quant au fond. Dans le cadre de la mise en œuvre, nous travaillerons à la centralisation de la compétence de prendre connaissance des litiges nationaux concernant les brevets.

— Accélération de la procédure liée à certaines formes de responsabilité sans faute

Le gouvernement examinera la possibilité d'accélérer la procédure civile dans les cas où il est question d'une responsabilité sans faute en faisant passer plus rapidement les aspects de l'affaire liés à cette responsabilité. Cela permettra d'indemniser plus rapidement les victimes de dommages.

5. Aspects internationaux

Le gouvernement accordera une plus grande attention au phénomène des saisies sur les comptes bancaires d'ambassades étrangères, le respect du droit national en matière d'immunités étant primordial. La

van economisch recht een nieuwe titel in te voegen inzake marktpraktijken en consumentenbescherming betreffende de beoefenaars van vrije beroepen.

Die nieuwe titel moet de huidige wet van 2 augustus 2002 inzake de vrije beroepen vervangen en beoogt twee belangrijke doelstellingen: enerzijds de omzetting ten aanzien van de vrije beroepen van Richtlijn 2005/29/EG van 11 mei 2005 betreffende oneerlijke handelspraktijken; anderzijds het wegwerken van de discriminaties die aan het licht werden gebracht door het Grondwettelijk Hof en die voortvloeien uit de verschillen tussen de regels die van toepassing zijn op de praktijken van de vrije beroepen, zoals thans bepaald in de wet van 2 augustus 2002, en de veel verder uitgewerkte regels die van toepassing zijn op de praktijken van de andere ondernemingen, zoals die thans bepaald zijn in de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming.

— ratificatie en implementatie van de Overeenkomst betreffende het eengemaakt octrooigerecht

België was medeondertekenaar van de Overeenkomst betreffende het eengemaakt octrooigerecht van 19 februari 2013. Door deze overeenkomst wordt een eengemaakt octrooigerecht opgericht, dat in de toekomst exclusief bevoegd zal worden voor geschillen over en de herroeping van Europese patenten.

De ratificatie en implementatie van deze overeenkomst worden aangestuurd door de minister van Economie, met inhoudelijke ondersteuning van de FOD Justitie. In het kader van de implementatie wordt ook werk gemaakt van de centralisatie van de bevoegdheid om kennis te nemen van nationale octrooigeschillen.

— Versnelling van de procedure in verband met bepaalde vormen van foutloze aansprakelijkheid

De regering zal de mogelijkheid onderzoeken om de burgerlijke procedure sneller te laten verlopen in die gevallen waarbij er sprake is van een zogenaamde risico-aansprakelijkheid, door die aspecten van de zaak die betrekking hebben op die aansprakelijkheid sneller te doen doorstromen. Dit zal leiden tot een snellere vergoeding van slachtoffers van schade.

5. Internationale aspecten

De regering zal verdere aandacht besteden aan het fenomeen van beslag op bankrekeningen van buitenlandse ambassades, waarbij respect voor het internationaal recht inzake immuniteiten voorop staat.

possibilité pour certaines interventions dans le droit de procédure civile de contribuer à une détection plus efficace des problèmes sera examinée.

Aspects européens

— La priorité continuera à être donnée au renforcement de l'exécution des peines et mesures. Plusieurs instruments législatifs ont été adoptés dans ce domaine au niveau de l'Union européenne, qui remplacent les conventions internationales applicables et offrent un cadre juridique uniforme plus efficace pour l'exécution des peines et mesures dans un État membre autre que celui où le jugement a été prononcé, dans le but de renforcer les perspectives de réinsertion sociale de la personne concernée.

En ce qui concerne les peines et mesures privatives de liberté, la loi du 15 mai 2012 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux peines ou mesures privatives de liberté prononcées dans un État membre de l'Union européenne (M.B. du 8 juin 2012) est en application. Elle a été complétée par la circulaire COL 3-2003 et sa mise en œuvre continuera à être stimulée sur le plan national.

Depuis son entrée en vigueur, cette décision-cadre a été transposée par 14 États membres (Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Finlande, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Slovaquie). La décision-cadre est appliquée dans ces États membres et a entre-temps donné lieu à des transfèrements réussis de détenus vers leur pays d'origine.

Dans l'avenir, ces transfèrements de détenus se poursuivront. Pour qu'ils se déroulent le plus efficacement possible, les services concernés chercheront activement des 'candidats' potentiels au transfèrement, entretiendront des contacts avec les autorités étrangères et assureront un suivi effectif des décisions prises en collaboration avec le parquet et les services de police compétents.

— Les étrangers qui séjournent ici illégalement seront à l'issue de leur peine immédiatement mis à la disposition de l'Office des étrangers en vue de leur expulsion, plus particulièrement dans le cadre de la législation sur la directive européenne sur le retour.

— En 2012, la mise en application du Protocole additionnel de 2007 au Traité avec le Maroc de 1997 concernant le transfèrement des personnes condamnées a démarré. En 2013, la mise en exécution de ce dernier sera poursuivie. Des négociations avec le Maroc sont

Er wordt onderzocht of bepaalde ingrepen in het burgerlijk procesrecht kunnen helpen bij een efficiëntere detectering van de probleemzaken.

Europese aspecten

— De versterking van de tenuitvoerlegging van straffen en maatregelen blijft prioritair. Er werden ter zake verschillende wetgevingsinstrumenten goedgekeurd op het niveau van de Europese Unie die de toepasselijke internationale verdragen vervangen en een doeltreffender uniform juridisch kader bieden voor de tenuitvoerlegging van straffen en maatregelen in een andere lidstaat dan de lidstaat waar het vonnis werd uitgesproken, teneinde de perspectieven van sociale reclassering van de betrokken persoon te versterken.

Met betrekking tot de vrijheidsbenemende straffen en maatregelen is de wet van 15 mei 2012 inzake de toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning op de vrijheidsbenemende straffen of maatregelen uitgesproken in een lidstaat van de Europese Unie (BS van 8 juni 2012) van toepassing. Voornoemde wet werd aangevuld door omzendbrief COL 3-2003 en de tenuitvoerlegging ervan zal verder worden gestimuleerd op nationaal vlak.

Sedert de inwerkingtreding van dit Kaderbesluit werd dit inmiddels door 14 lidstaten omgezet (België, Denemarken, Finland, Hongarije, Italië, Kroatië, Letland, Luxemburg, Malta, Nederland, Oostenrijk, Polen, Slovaakse en het Verenigd Koninkrijk). Het Kaderbesluit wordt toegepast in deze lidstaten en heeft inmiddels geleid tot succesvolle overbrengingen van gedetineerden naar hun land van herkomst.

In de toekomst zullen deze overbrengingen van gedetineerden hun voortgang kennen. Om deze zo efficiënt mogelijk te laten verlopen, zullen de betrokken diensten actief op zoek gaan naar mogelijke 'kandidaten' voor de overbrenging, contacten onderhouden met de buitenlandse overheden en zorgen voor een effectieve opvolging van de genomen beslissingen in samenwerking met het bevoegde parket en de bevoegde politiediensten.

— Vreemdelingen die hier illegaal verblijven, zullen aan het einde van hun straf onmiddellijk ter beschikking worden gesteld van de Dienst Vreemdelingenzaken met het oog op hun uitzetting, meer bepaald in het kader van de wetgeving over de Europese terugkeerrichtlijn.

— In 2012 werd gestart met de uitvoering van het Aanvullend Protocol van 2007 bij het Verdrag met Marokko van 1997 inzake de overbrenging van gevoniste personen. In 2013 zal de uitvoering hiervan worden voortgezet. Verder wordt met Marokko onderhandeld

en outre en cours à propos de l'actualisation du traité bilatéral existant à propos de l'entraide judiciaire et de la confiscation et le Protocole additionnel de 2007 au Traité d'entraide judiciaire en ce qui concerne la saisie et la confiscation dans le domaine du financement du terrorisme et de la corruption.

— En 2012, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant approbation des accords bilatéraux en matière de transfèrement volontaire ou non volontaire des personnes condamnées avec le Kosovo, la République dominicaine, le Brésil et la République démocratique du Congo. Ces accords ont été présentés au Parlement pour ratification.

— Dans le courant de 2014, les négociations avec Cuba à propos d'un traité bilatéral concernant le transfèrement volontaire ou non volontaire des personnes condamnées seront finalisées et le traité sera prêt pour la signature.

— La task force du SPF Justice, SPF Affaires étrangères et SPF Intérieur continuera à identifier les pays avec lesquels des négociations devraient être entamées en vue de conclure des accords bilatéraux pour veiller à ce que les étrangers purgent leur peine dans leur pays d'origine et à pouvoir préparer aussi vite que possible leur réintégration.

— La réflexion a été lancée, au sein du SPF Justice et du Service de la politique Criminelle quant à la mise en œuvre de la directive sur le droit à l'assistance d'un avocat qui vient d'être adoptée au niveau de l'Union européenne. Leurs rapports sont attendus pour la mi-2014.

— En ce qui concerne les peines et mesures non privatives de liberté, la loi du 21 mai 2013 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un État membre de l'Union européenne (M.B. du 13 juin 2013) est entrée en vigueur le 23 juin 2013. Une circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux sera adoptée afin d'accompagner sa mise en application.

— Enfin, en ce qui concerne les mesures alternatives à la détention préventive, la transposition de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des

over de actualisering van het bestaande bilaterale verdrag op het vlak van rechtshulp en confiscatie en het Aanvullend Protocol van 2007 bij het rechtshulpverdrag voor wat betreft het beslag en de verbeurdverklaring op het domein van de financiering van terrorisme en corruptie.

— In 2012 keurde de Ministerraad het voorontwerp van wet goed houdende de instemming met de bilaterale overeenkomsten inzake de vrijwillige en onvrijwillige overbrenging van gevonnisde personen met Kosovo, de Dominicaanse Republiek, Brazilië en de Democratische Republiek Congo. Deze overeenkomsten werden voorgelegd aan het Parlement ter ratificatie.

— In de loop van 2014 zullen de onderhandelingen met Cuba over een bilateraal verdrag inzake de vrijwillige en onvrijwillige overbrenging van gevonnisde personen afgerond worden en zal het verdrag klaar zijn voor ondertekening.

— De task force van de FOD Justitie, FOD Buitenlandse Zaken en de FOD Binnenlandse Zaken zal verdergaan met het identificeren van landen waarmee onderhandelingen zouden kunnen gestart worden over het sluiten van bilaterale overeenkomsten om ervoor te zorgen dat vreemdelingen hun straf in hun thuisland uitzitten en er zo spoedig mogelijk hun re-integratie kunnen voorbereiden.

— Een reflectie is opgestart, zowel bij de FOD Justitie als bij de Dienst voor Strafrechterlijk Beleid, over de tenuitvoerlegging van de Richtlijn betreffende het recht op bijstand van een advocaat die onlangs werd goedgekeurd op het niveau van de Europese Unie. De rapportering daaruit moet tegen midden 2014 klaar zijn.

— Met betrekking tot de niet-vrijheidsbenemende straffen en maatregelen is de wet van 21 mei 2013 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning op vonnissen en probatiebeslissingen met het oog op het toezicht op de probatievoorwaarden en de alternatieve straffen uitgesproken in een lidstaat van de Europese unie (BS van 13 juni 2013) in werking getreden op 23 juni 2013. Een gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal zal worden goedgekeurd om de toepassing ervan te begeleiden.

— Met betrekking tot de alternatieve maatregelen voor de voorlopige hechtenis ten slotte zal de omzetting in Belgisch recht van Kaderbesluit 2009/829/JBZ van de Raad van 23 oktober 2009 inzake de toepassing, tussen de lidstaten van de Europese Unie, van het beginsel van wederzijdse erkenning op beslissingen

mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire sera assurée en droit belge.

— La mise en œuvre des directives européennes récemment adoptées dans le domaine de la protection des victimes restera également en tête de l'agenda politique. Une attention particulière sera accordée à la transposition de la Directive 2011/99/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la décision de protection européenne et à celle de la Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil.

— La loi du 21 juin 2004 a permis de transposer la décision du Conseil du 28 février 2002 qui prévoyait la création d'Eurojust. Une décision du Conseil de l'UE du 16 décembre 2008 a apporté des modifications en la matière et vise principalement à augmenter les capacités opérationnelles d'Eurojust et à harmoniser le statut et les compétences de ses membres nationaux. Cet instrument européen sera transposé dans la législation belge et une circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux déterminera dans les détails l'échange d'information entre le membre belge d'Eurojust et les autorités judiciaires nationales. La Belgique participera également activement à la négociation de la nouvelle proposition de Règlement européen visant à réformer Eurojust après l'adoption du traité de Lisbonne.

— La Belgique continuera à suivre de près les négociations de nouveaux instruments au niveau du Conseil de l'Union européenne. Parmi les dossiers-clefs figurent l'établissement d'un cadre juridique global pour la protection des données à caractère personnel et la mise en place d'un parquet européen pour lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

— La directive 2010/64/UE relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales, adoptée le 20 octobre 2012, sera transposée en droit interne. Parce que les personnes suspectées ou poursuivies doivent être en mesure de comprendre les faits qui leur sont reprochés, de préparer leur défense et de se faire comprendre, elles disposeront de l'assistance d'un interprète et de la traduction des documents de la procédure si elles ne parlent pas ou ne comprennent pas la langue de celle-ci (ou si elles souffrent de troubles de l'audition ou de la parole) dans la mesure nécessaire à l'exercice effectif de leur droit à un procès

inzake toezichtmaatregelen als alternatief voor voorlopige hechtenis, worden gewaarborgd.

— De tenuitvoerlegging van de Europese richtlijnen die onlangs werden goedgekeurd op het gebied van de bescherming van slachtoffers blijft eveneens bovenaan de politieke agenda staan. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan de omzetting van Richtlijn 2011/99/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende het Europees beschermingsbevel en aan die van Richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ van de Raad.

— Door de wet van 21 juni 2004 werd het Besluit van de Raad van 28 februari 2002 dat voorziet in de oprichting van Eurojust, omgezet. Een besluit van de Raad van de EU van 16 december 2008 brengt ter zake wijzigingen aan en strekt er voornamelijk toe om de operationele capaciteiten van Eurojust te vergroten en het statuut en de bevoegdheden van de nationale leden ervan te harmoniseren. Dat Europese instrument zal worden omgezet in Belgische wetgeving en een gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal zal de uitwisseling van informatie tussen het Belgische lid van Eurojust en de nationale gerechtelijke autoriteiten verder bepalen. België zal ook actief deelnemen aan de onderhandelingen over het nieuwe voorstel voor een Europese verordening tot hervorming van Eurojust na de goedkeuring van het Verdrag van Lissabon.

— België zal de onderhandelingen over nieuwe instrumenten op het niveau van de Raad van de Europese Unie van dichtbij blijven volgen. De sleuteldossiers zijn onder andere de totstandbrenging van een algemeen juridisch kader voor de bescherming van persoonsgegevens en de invoering van een Europees parket voor de strijd tegen fraude die de financiële belangen van de Unie schaadt.

— Richtlijn 2010/64/EU betreffende het recht op vertolking en vertaling in strafprocedures, goedgekeurd op 20 oktober 2012, zal worden omgezet in nationaal recht. Omdat verdachten of beklaagden de zaak tegen hen moeten kunnen begrijpen, hun verdediging moeten kunnen voorbereiden en zich verstaanbaar moeten kunnen maken, zullen zij beschikken over de bijstand van een tolk en over de vertaling van de procedurestukken indien zij de taal van de procedure niet spreken of verstaan (of indien zij lijden aan gehoor- of spraakstoornissen) voor zover zulks nodig is voor de daadwerkelijke uitoefening van hun recht op een eerlijk proces. Dit kadert in de meer

équitable. Cette démarche s'inscrit dans l'effort plus global de renforcement des droits procéduraux des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales que projette la Résolution du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2009.

— La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée le 20 décembre 2006 (signée par la Belgique le 6 février 2007 et ratifiée le 2 juin 2011), sera mise en œuvre en droit interne. Jusqu'à maintenant appréhendée de manière fractionnée ou composite à travers la violation des droits fondamentaux qu'elle implique, la disparition forcée est désormais interdite en tant que telle. La Convention consacre le droit de toute personne de ne pas y être soumise et impose aux États parties d'adopter des mesures préventives et répressives assurant le respect de ce droit. La mise en œuvre de cette Convention impliquera l'insertion dans notre Code pénal d'une nouvelle incrimination portant sur la disparition forcée non constitutive d'un crime contre l'Humanité (la disparition forcée constitutive d'un crime contre l'Humanité étant déjà incriminée à l'article 136ter du Code pénal).

Dans le cadre de la transposition de la directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil, il peut être renvoyé à la loi du 29 avril 2013 visant à modifier l'article 433quinquies du Code pénal en vue de clarifier et d'étendre la définition de la traite des êtres humains. La transposition se poursuivra.

— Le mandat d'arrêt européen est un instrument de collaboration efficace pour les autorités judiciaires des États membres de l'Union européenne. La loi du 19 décembre 2003 doit être adaptée aux obligations internationales qui découlent de la décision-cadre 2009/299/JBZ de l'Union européenne concernant les jugements "in absentia". Cet aspect a été inséré dans une loi portant des dispositions diverses en matière de justice, qui entretemps a été déposée au Parlement.

— Le 15 novembre 2012, le Parquet fédéral de Belgique et le Parquet général de Moldavie ont signé un accord de collaboration qui doit, notamment, permettre d'approcher plus efficacement la lutte contre les bandes itinérantes. La lutte contre ces bandes itinérantes est une priorité pour le gouvernement.

algemene inspanning ter versterking van de procedurele rechten van verdachten en beklaagden in strafprocedures waarin wordt voorzien in de resolutie van de Raad van de Europese Unie van 30 november 2009.

— Het Internationaal Verdrag inzake de bescherming van alle personen tegen gedwongen verdwijning, goedgekeurd op 20 december 2006 (ondertekend door België op 6 februari 2007 en bekrachtigd op 2 juni 2011), zal ten uitvoer worden gelegd in het nationaal recht. De gedwongen verdwijning, die tot dusver op fragmentarische of heterogene wijze werd aanzien in hoofde van de schending van de fundamentele rechten die zij impliceert, is voortaan als dusdanig verboden. Het verdrag bekrachtigt eenieders recht niet te worden blootgesteld aan gedwongen verdwijning en verplicht de Staten die Partij zijn tot preventieve en repressieve maatregelen ter waarborging van de naleving van dat recht. De tenuitvoerlegging van dat verdrag impliceert de invoering in ons Strafwetboek van een nieuwe strafbaarstelling met betrekking tot de gedwongen verdwijning die geen misdrijf tegen de menselijkheid oplevert (aangezien de gedwongen verdwijning die een misdrijf tegen de menselijkheid oplevert reeds strafbaar wordt gesteld in artikel 136ter van het Strafwetboek).

— In het kader van de omzetting van de Richtlijn 2011/36/EU van 5 april 2011 inzake de voorkoming en bestrijding van mensenhandel en de bescherming van slachtoffers daarvan, en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/629/JBZ van de Raad, kan gewezen worden op de wet van 29 april 2013 tot wijziging van artikel 433quinquies van het Strafwetboek met het oog op het verduidelijken en het uitbreiden van de definitie van mensenhandel. De verdere omzetting wordt uitgewerkt.

— Het Europees aanhoudingsbevel is een efficiënt samenwerkingsinstrument voor de gerechtelijke autoriteiten van de lidstaten van de Europese Unie. De wet van 19 december 2003 dient te worden aangepast aan de internationale verplichtingen die voortvloeien uit het EU-kaderbesluit 2009/299/JBZ betreffende de vonnissen "in absentia". Dit aspect werd ingevoegd in een wet houdende diverse bepalingen Justitie die inmiddels in het parlement is ingediend.

— Op 15 november 2012 ondertekenden het Federaal Parket van België en het Parket-generaal van Moldavië een samenwerkingsakkoord dat, onder meer, moet toelaten om de bestrijding van rondtrekkende dadergroepen efficiënter aan te pakken. De bestrijding van deze rondtrekkende dadergroepen is een prioriteit voor de regering.

— La transposition de la décision-cadre 2008/675 de l'UE sur la manière dont les décisions de condamnation dans d'autres États membres doivent être prises en considération à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale a été intégrée dans le projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice, qui sera prochainement soumis pour examen à la Chambre.

— Le 11 septembre 2012 a été signée la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les procédures et consultations préparatoires en vue de porter assentiment à la convention sont en cours au niveau fédéral et au niveau des entités fédérées. La convention est déjà une source d'inspiration pour le développement de l'approche intégrée de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, comme en témoignent les lois du 15 mai 2012 relatives à l'interdiction de résidence et la loi du 15 juin 2012 tendant à réprimer le non-respect de l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique. Les plans d'action nationaux en matière de la lutte contre la violence domestique, dont le plus récent se situe entre 2010 et 2014 et le prochain est en préparation, le démontrent.

— La poursuite de la transposition de la convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (la Convention de Lanzarote) et de la directive de l'UE du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil.

Dans ce même objectif de protection des enfants, il sera procédé, en collaboration avec le ministre des Affaires étrangères, à la ratification de la Convention de La Haye de 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.

Cette Convention a pour objectifs principaux de renforcer la protection des enfants dans les situations à caractère international, et d'éviter les conflits entre les systèmes juridiques des États en matière de compétence, loi applicable, reconnaissance et exécution des mesures de protection des enfants. Le projet de loi de mise en œuvre de cette Convention a été déposé à la Chambre le 29 juillet 2013. Le projet de loi de ratification de cette Convention devrait être déposé prochainement. Mon administration a par ailleurs préparé un avant-projet d'accord de coopération avec les Communautés destiné à assurer la mise en œuvre de cette Convention dans le

— De omzetting van het EU kaderbesluit 2008/675 betreffende de wijze waarop bij een nieuwe strafrechtelijke procedure rekening wordt gehouden met veroordelingen in andere lidstaten van de Europese Unie, is opgenomen in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake justitie, dat binnenkort aan het Parlement ter bespreking zal worden voorgelegd.

— Op 11 september 2012 werd het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld ondertekend. De voorbereidende procedures en consultaties ter instemming met het Verdrag zijn lopende op federaal en deelstatelijk niveau. Het Verdrag werkt nu reeds inspirerend voor wat betreft de verdere uitbouw van de geïntegreerde aanpak van geweld op vrouwen en huiselijk geweld. De wetten van 15 mei 2012 inzake het huisverbod en de wet van 15 juni 2012 inzake de bestrafing van de overtreding van het tijdelijk huisverbod zijn daarvan een bewijs. Ook de Nationale Actieplannen inzake de strijd tegen partnergeweld, waarvan het meest recente loopt van 2010 tot 2014, en waarvan het toekomstige in volle voorbereiding is, tonen dit aan.

— De verdere omzetting van het Verdrag inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik (het zgn. Verdrag van Lanzarote) en van de EU-richtlijn van 13 december 2011 ter bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie, en ter vervanging van Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad, zal worden uitgewerkt.

Eveneens met het oog op de bescherming van kinderen zal in samenwerking met de minister van Buitenlandse Zaken worden overgegaan tot de bekrachtiging van het Verdrag van 's-Gravenhage van 1996 inzake de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning, de tenuitvoerlegging en de samenwerking op het gebied van ouderlijke verantwoordelijkheid en maatregelen ter bescherming van kinderen.

Dat verdrag heeft als belangrijkste doelstellingen de bescherming van kinderen in internationale situaties te verbeteren en conflicten te vermijden tussen de rechtstelsels van de staten ten aanzien van de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bescherming van kinderen. Het ontwerp van wet inzake de tenuitvoerlegging van dat verdrag werd ingediend in de Kamer op 29 juli 2013. Het ontwerp van wet inzake de bekrachtiging van dat verdrag zou binnenkort moeten worden ingediend. Mijn administratie heeft overigens een voorontwerp van samenwerkingsakkoord met de gemeenschappen

respect des compétences de chaque entité concernée. Cet avant-projet doit encore faire l'objet de discussions au niveau politique avec les Communautés.

— Il sera travaillé à l'obtention d'un accord sur l'interprétation du dossier d'assentiment relatif au protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture. En vertu de ce protocole, la Belgique est tenue de créer un ou plusieurs mécanismes indépendants de lutte contre la torture. La convention est un accord mixte impliquant donc la concertation avec les États membres.

— Les droits des *holebi* et des transgenres bénéficieront d'une attention particulière, entre autres par le soutien aux travaux menés par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance.

— La Belgique continuera à participer aux négociations de deux dossiers-clés concernant la protection de la vie privée, menés au niveau international. Il s'agit d'une part de la négociation au sein du groupe de travail DAPIX d'une proposition de Règlement modifiant la Directive 95/46/CE dont le but est d'harmoniser le cadre législatif existant au sein de l'Union européenne et d'autre part des négociations relatives à la modernisation de la Convention 108 du Conseil de l'Europe relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel. Ces deux outils législatifs auront des effets sur la loi "vie privée" belge du 8 décembre 1992 ainsi que ses arrêtés d'exécution.

Il y a lieu dans le domaine de la protection de la vie privée dans le monde virtuel de concilier d'une part les principes d'un environnement qui est sécurisé et dans lequel l'utilisateur peut avoir confiance et d'autre la nécessité de lutter contre la criminalité et le terrorisme en particulier, tout en tenant compte de l'importance de ces médias dans le développement économique.

Convention des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie faite à New York le 30 août 1961

Dans le courant de la législature 2013-2014, la Convention des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie, faite à New York le 30 août 1961, sera soumise à l'approbation du Parlement. Cette convention entend limiter l'apatridie à la naissance et restreindre autant que possible la perte ou la déchéance de la nationalité.

voorbereid dat erop gericht is de tenuitvoerlegging van dat verdrag te waarborgen met inachtneming van de bevoegdheden van elke betrokken entiteit. Dat voorontwerp moet op politiek niveau nog worden besproken met de gemeenschappen.

— Er zal gestreefd worden om een akkoord te vinden over de invulling van het bekrachtigingsdossier betreffende het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag ter Voorkoming van Foltering. Krachtens dit Protocol dient België één of meerdere onafhankelijke mechanismen ter voorkoming van foltering aan te duiden of op te richten. Het betreft een gemengd verdrag, dus zal het nodige overleg met de deelstaten hierover plaatsvinden.

— De rechten van *holebi's* en transgenders zullen verder de nodige aandacht krijgen, onder meer via een ondersteuning van de werkzaamheden van de Europese Commissie tegen Racisme en Onverdraagzaamheid.

— België zal ook blijven deelnemen aan de onderhandelingen van twee sleuteldossiers in verband met de bescherming van het privéleven op internationaal niveau. Het betreft enerzijds onderhandelingen binnen de DAPIX-werkgroep over een voorstel voor een verordening tot wijziging van richtlijn 95/46/EG dat erop gericht is het bestaande wetgevende kader binnen de Europese Unie te harmoniseren en anderzijds onderhandelingen over de modernisering van Verdrag 108 van de Raad van Europa tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens. Beide rechtsinstrumenten zullen een impact hebben op de Belgische "privacy"-wet van 8 december 1992, evenals op de uitvoeringsbesluiten ervan.

Op het stuk van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de virtuele wereld moeten enerzijds de principes van een beveiligde omgeving waarin de gebruiker vertrouwen kan hebben, en anderzijds de noodzaak inzake de bestrijding van de criminaliteit en het terrorisme in het bijzonder, met elkaar worden verzoend waarbij rekening wordt gehouden met het belang van die media in de economische ontwikkeling.

Verdrag van de Verenigde Naties tot beperking der staatloosheid, gedaan te New York op 30 augustus 1961

Het Verdrag van de Verenigde Naties tot beperking der staatloosheid gedaan te New-York op 30 augustus 1961 zal in de loop van de legislatuur 2013-2014 ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Parlement. Dit Verdrag wil staatloosheid bij de geboorte beperken en beoogt ook verlies of verval van nationaliteit zoveel mogelijk te beperken.

Droit international humanitaire et coopération avec les juridictions pénales internationales

Ces dernières années, l'importance du droit international humanitaire comme branche du droit international n'a fait que croître. L'incorporation de ces règles en droit interne et l'organisation de la coopération étatique avec les juridictions pénales internationales et de la coopération interétatique sont devenues essentielles pour mener à bien la lutte contre l'impunité des crimes internationaux les plus graves. Le gouvernement renforcera son action en la matière d'ici la fin de la législature de la manière suivante:

— la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux sera adaptée pour tenir compte des enseignements tirés de la pratique et des nouvelles institutions établies ces dernières années, tels le Tribunal spécial pour le Liban et les Mécanismes résiduels qui prennent peu à peu le relais des Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Conformément à l'accord de gouvernement, ces nouveaux textes permettront de poursuivre et de renforcer la bonne coopération de la Belgique avec les juridictions pénales internationales, pour laquelle notre pays a acquis une réputation internationale.

— en outre, les autorités belges se sont engagées sur la scène internationale à ratifier le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), adopté à Genève le 8 décembre 2005. Celui-ci reconnaît et organise la protection du "cristal rouge" comme signe distinctif additionnel à ceux déjà existants en droit international humanitaire, dont la croix rouge et le croissant rouge. A cette fin, un projet de loi est actuellement soumis au Parlement pour modifier la loi du 4 juillet 1956 portant sur la protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge. L'assentiment au Protocole III sera ensuite demandé au Parlement pour en permettre la ratification.

— par ailleurs, la Belgique s'est engagée l'an dernier devant les Nations Unies à conforter les fondements de sa coopération avec les juridictions pénales internationales. Ce renforcement sera rendu effectif par l'adoption d'un arrêté royal relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Belgian Task Force for the International Criminal Court and the

Internationaal humanitair recht en samenwerking met de internationale strafgerechten

De voorbije jaren is het belang van het internationaal humanitair recht als internationale rechtstak alleen maar toegenomen. Het opnemen van die regels in het nationaal recht en de organisatie van de samenwerking van de staat met de internationale strafgerechten en van de samenwerking tussen staten zijn essentieel geworden om de strijd tegen de straffeloosheid van de meest ernstige internationale misdaden tot een goed einde te brengen. De regering zal haar optreden ter zake vóór het einde van de legislatuur op de volgende wijze versterken:

— de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen zal worden aangepast teneinde rekening te houden met de lering getrokken uit de praktijk en met de nieuwe instellingen die de voorbije jaren zijn opgericht, zoals het Speciaal Tribunaal voor Libanon en de residuele mechanismen die geleidelijk de bevoegdheden overnemen van de Internationale straftribunalen voor Rwanda en voor voormalig Joegoslavië. Deze nieuwe teksten zullen, overeenkomstig het regeerakkoord, de mogelijkheid bieden om de goede samenwerking van België met de internationale strafgerechten, waarvoor ons land een internationale reputatie heeft verworven, voort te zetten en te versterken;

— bovendien hebben de Belgische overheden zich op internationaal vlak ertoe verbonden het aanvullend protocol bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949, betreffende de aanvaarding van een aanvullend onderscheidend embleem (Protocol III), goedgekeurd te Genève op 8 december 2005, te bekrachtigen. Hierin wordt de bescherming erkend en georganiseerd van de "rode kristal" als aanvullend onderscheidend embleem van de reeds bestaande emblemen in internationaal humanitair recht, zoals het rode kruis en de rode halve maan. Daartoe ligt thans een ontwerp van wet voor aan het Parlement met het oog op de wijziging van de wet van 4 juli 1956 tot bescherming van de benaming "Rode-Kruis", van de tekens en emblemen van het Rode-Kruis. Vervolgens zal het Parlement worden gevraagd in te stemmen met Protocol III om de bekrachtiging ervan mogelijk te maken;

— België heeft zich het afgelopen jaar overigens voor de Verenigde Naties ertoe verbonden de fundamentele van zijn samenwerking met de internationale strafgerechten te versterken. Die versterking zal er daadwerkelijk komen door de goedkeuring van een koninklijk besluit betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de Belgian Task Force for the International

International Criminal Tribunals (BTF ICC-ICT), organe de coordination des autorités compétentes en matière de coopération avec ces tribunaux.

— Enfin, après plusieurs années de négociations internationales, la communauté internationale est finalement parvenue à définir le crime d'agression en adoptant un article 8*bis* du Statut de la Cour pénale internationale. Afin de permettre la répression de cette infraction, en conformité avec les règles applicables de droit pénal international, un projet de loi visant à transposer cette définition du crime d'agression dans le Code pénal vous sera également soumis.

Contrefaçon de médicaments

La Belgique a signé le 24 juillet 2012 la Convention du Conseil de l'Europe relative à la contrefaçon de médicaments. Il s'agit d'un fléau important qui porte atteinte à la sécurité et à la santé de toute la population. Les services du SPF Justice finalisent actuellement le projet de loi visant à la ratification et la mise en œuvre de cette convention.

Mineurs étrangers non accompagnés

Les mineurs étrangers non accompagnés représentent un groupe de population très vulnérable. Conformément à l'accord gouvernemental, les procédures de tutelle seront mises au point. Les pouvoirs de la Justice portent principalement sur l'intervention du service des Tutelles. La coordination entre les autorités fédérales sera renforcée par l'échange amélioré des informations opérationnelles. Le service des Tutelles réalisera une identification rapide des jeunes migrants qui lui sont signalés. La mise en œuvre d'une solution durable, notamment le retour vers le pays d'origine est encouragée.

Un tuteur est désigné à chaque mineur. Pour se faire la réserve des tuteurs a été encore augmentée et une collaboration plus proche avec les associations est envisagée, afin d'améliorer le soutien des tuteurs ainsi que leur coaching, par des gens expérimentés ayant une connaissance effective du terrain. La qualité des tuteurs sera améliorée, leur contrôle renforcé et les processus internes du service des Tutelles seront améliorés. Enfin, également par rapport aux MENA la lutte contre la délinquance, le trafic et la traite des êtres humains se poursuit.

Criminal Court and the International Criminal Tribunals (BTF ICC-ICT), coördinatieorgaan van de overheden die bevoegd zijn inzake samenwerking met die rechtbanken;

— Ten slotte is de internationale gemeenschap na jaren van internationale onderhandelingen uiteindelijk erin geslaagd om de misdaad van agressie te definiëren door een artikel 8*bis* van het Statuut van het Internationaal Strafgerechtshof goed te keuren. Teneinde de bestraffing van dat misdrijf mogelijk te maken, zulks in overeenstemming met de toepasselijke regels van internationaal strafrecht, zal u eveneens een ontwerp van wet tot omzetting van die definitie van de misdaad van agressie in het Strafwetboek worden voorgelegd.

Namaak van medicijnen

België heeft op 24 juli 2012 het verdrag van de Raad van Europa inzake de namaak van medicijnen ondertekend. Het gaat om een kwalijke praktijk die de veiligheid en de gezondheid van de volledige bevolking schaadt. De diensten van de FOD Justitie voltooien thans het ontwerp van wet inzake de bekrachtiging en de tenuitvoerlegging van dit verdrag.

Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen

Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen zijn een bijzonder kwetsbare bevolkingsgroep. Overeenkomstig het regeerakkoord zal verder gesleuteld worden aan de Voogdijprocedures. Wat de bevoegdheid van Justitie betreft, gaat het in het bijzonder om de tussenkomst van de dienst Voogdij. De samenwerking tussen de federale diensten zal worden versterkt door de verbeterde uitwisseling van de operationele informatie. De dienst Voogdij zal zorgen voor een snelle identificatie van de jonge migranten die worden gesignaleerd. De uitvoering van een duurzame oplossing, met name de terugkeer naar het land van herkomst, wordt aangemoedigd.

Elke minderjarige krijgt een voogd toegewezen. Hiervoor werd de reserve aan voogden nog opgevoerd en wordt een nauwere samenwerking met de verenigingen uitgewerkt teneinde de ondersteuning van de voogden, evenals hun coaching te verbeteren door ervaren mensen met een daadwerkelijke kennis van het veld. De kwaliteit van de voogden zal worden verbeterd, de controle zal worden versterkt en de interne procedures van de dienst Voogdij zullen worden verbeterd. Ten slotte wordt, eveneens met betrekking tot NBMV, de strijd tegen delinquentie en mensenhandel voortgezet.

La protection des mineurs étrangers non accompagnés européens fera l'objet d'un projet de loi *ad hoc*, en particulier en ce qui concerne les mineurs vulnérables.

La législation sur les tutelles devra être complétée pour transposer l'article 16, § 3, de la directive européenne de 2011 sur la traite des êtres humains qui prévoit que "Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que, s'il y a lieu, un tuteur soit désigné pour l'enfant victime de la traite des êtres humains qui n'est pas accompagné", sans distinction de nationalité. Il convient également de tenir compte de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 18 juillet 2013.

La mise sur pied d'une institution nationale des droits de l'Homme

Conformément à l'accord de gouvernement de décembre 2011, il a été décidé de créer en concertation avec les Communautés et les Régions un organisme interfédéral des droits de l'Homme. La création de cet organisme est également un engagement que la Belgique au niveau international dans le cadre de l'Examen périodique universel devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies en vue du prochain exercice qui est prévu en janvier-février 2016.

A la rentrée de 2012, à l'initiative de la ministre de l'Égalité des Chances et de la ministre de la Justice, un groupe de travail, avec des représentants du premier ministre, des vices premiers ministres et des représentants des Régions et Communautés, a été créé. Ce groupe de travail a pour mission, sous l'égide des ministres de l'Égalité des Chances et de la Justice, d'élaborer un projet d'accord de coopération portant création d'un Institut couple fédéral des Droits de l'Homme.

L'organisme couple futur comprendra le Centre interfédéral pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le Racisme et les discriminations, ainsi que l'Institut pour l'égalité des Femmes et des Hommes et le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains. L'organisme accordera une attention particulière à des groupes cibles tels que les enfants, les personnes handicapées, etc.

Il sera tenu compte d'autres organismes existants, au niveau fédéral et des entités fédérées, exerçant déjà un mandat dans le domaine des droits de l'homme.

De bescherming van de Europese niet-begeleide minderjarige vreemdelingen zal in een *ad-ho*contwerp van wet worden geregeld, in het bijzonder met betrekking tot de kwetsbare minderjarigen.

De wetgeving inzake voogdij zal moeten worden aangevuld teneinde artikel 16, derde lid, van de Europese richtlijn van 2011 inzake mensenhandel om te zetten dat in het volgende voorziet: "De lidstaten nemen de nodige maatregelen opdat in voorkomend geval een voogd voor de niet-begeleide minderjarige slachtoffers van mensenhandel wordt aangewezen.", zonder onderscheid van nationaliteit. Er moet eveneens rekening worden gehouden met het arrest van het Grondwettelijk Hof van 18 juli 2013.

De oprichting van een nationaal mensenrechteninstituut

Overeenkomstig het regeerakkoord van december 2011 werd beslist om in overleg met de gemeenschappen en de gewesten een interfederaal orgaan voor de rechten van de mens op te richten. De oprichting van dit orgaan is eveneens een engagement van België op internationaal vlak in het kader van de Universal periodic review (UPR) (universeel periodiek onderzoek) voor de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties met het oog op de volgende oefening die is gepland in januari-februari 2016.

Bij de hervatting van de werkzaamheden in 2012 werd op initiatief van de minister van Gelijke Kansen en van de minister van Justitie een werkgroep opgericht met vertegenwoordigers van de eerste minister, vice-eerste ministers en vertegenwoordigers van de gemeenschappen en de gewesten. Die werkgroep moet, onder auspiciën van de ministers van Gelijke Kansen en van Justitie, een ontwerp van samenwerkingsakkoord tot oprichting van een federale koepelinstelling voor de rechten van de mens opstellen.

Het toekomstige koepelorgaan zal het interfederale centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme en het instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, evenals het federaal centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel omvatten. Het orgaan zal bijzondere aandacht besteden aan specifieke doelgroepen zoals kinderen, personen met een handicap, ...

Er zal rekening worden gehouden met andere instellingen die reeds bestaan op federaal niveau en op het niveau van de gemeenschappen en de gewesten en die reeds een mensenrechtenmandaat uitoefenen.

Le groupe de travail poursuit actuellement son travail.

La Belgique continuera à jouer un rôle pionnier en matière de protection des droits de l'enfant. C'est pourquoi, ensemble avec le ministre des Affaires étrangères et les entités fédérées, il sera procédé à la ratification du protocole facultatif à la *Convention relative aux droits de l'enfant* établissant une procédure de présentation de communications. Il sera également donné suite à l'évaluation externe de la Commission nationale des droits de l'enfant.

En 2005, la Belgique a signé le *Protocole facultatif relatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*. Le Protocole n'a cependant pas encore été ratifié. La ratification du Protocole suppose en effet la mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture. La Belgique s'est engagée à ratifier ce protocole dans le cadre de l'Examen périodique universel (UPR) devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies en vue du prochain exercice qui est prévu en octobre 2015 ainsi que dans le cadre de sa candidature au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies en 2009 et à nouveau en 2015.

En matière de prévention de la torture il existe déjà en Belgique des organismes, ayant toutefois des compétences limitées et sans lien institutionnel particulier. Parmi ceux-ci figurent le Conseil central de surveillance pénitentiaire ainsi que les commissions de surveillance des prisons, le Comité P, etc. La mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture inclurait notamment ces différents organismes. Ce mécanisme pourrait être intégré à l'institution nationale des droits de l'Homme en cours de création.

Il sera travaillé à l'obtention d'un accord sur le dossier d'assentiment relatif au protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture, qui implique la concertation entre l'État fédéral et les entités fédérées.

Réforme de la Cour européenne des droits de l'Homme

La Belgique a signé le 24 juin 2013 le Protocole 15 amendant la Convention. La Justice préparera le dossier d'assentiment de ce Protocole qui constitue un ensemble de mesures dont la principale est l'inscription, dans le préambule de la Convention, du principe de subsidiarité et de la doctrine de la marge d'appréciation tel que développé par la jurisprudence de la Cour. Une

De werkgroep zet thans zijn werk voort.

België zal zijn voortrekkersrol inzake de bescherming van kinderrechten blijven vervullen. Daarom zal, samen met de minister van Buitenlandse Zaken en de gemeenschappen en de gewesten, overgegaan worden tot een spoedige bekrachtiging van het Facultatief Protocol bij het *Verdrag inzake de Rechten van het Kind* inzake een mededelingsprocedure. Ook zal opvolging worden gegeven aan de externe evaluatie van de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind.

In 2005 heeft België het *Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing* ondertekend. Het protocol werd evenwel nog niet bekrachtigd. De bekrachtiging van het protocol onderstelt immers de invoering van een nationaal mechanisme inzake de preventie van foltering. België heeft zich ertoe verbonden dit protocol te bekrachtigen in het kader van de Universal periodic review (UPR) (universeel periodiek onderzoek) voor de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties met het oog op de volgende oefening die gepland is in oktober 2015, evenals in het kader van de kandidaatstelling voor de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties in 2009 en opnieuw in 2015.

Inzake de preventie van foltering bestaan er in België reeds organen die evenwel beperkte bevoegdheden hebben en zonder bijzondere institutionele band. Daaronder bevinden zich de Centrale Toezichtsraad voor het gevangeniswezen en de commissies van toezicht op de gevangenen, het Comité P, enz. De invoering van een nationaal mechanisme inzake de preventie van foltering zou inzonderheid die verschillende organen omvatten. Dit mechanisme zou kunnen worden geïntegreerd in het nationaal mensenrechteninstituut dat thans wordt opgericht.

Er zal gestreefd worden om een akkoord te vinden over het bekrachtigingsdossier betreffende het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag ter Voorkoming van Foltering, dat overleg onderstelt tussen de Federale Staat en de gemeenschappen en de gewesten.

Hervorming van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.

België heeft op 24 juni 2013 Protocol 15 tot wijziging van het verdrag ondertekend. Justitie zal instaan voor de voorbereiding van het bekrachtigingsdossier betreffende dat protocol dat een geheel van maatregelen bevat, waarvan de belangrijkste bestaat in de inschrijving in de preambule van het verdrag, van het subsidiariteitsbeginsel en van de rechtspraak van de beoordelingsmarge

autre mesure importante est le raccourcissement du délai pour saisir la Cour qui passe de 6 à 4 mois.

Présidence belge du Conseil de l'Europe

La Belgique aura l'honneur de présider le Comité des ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2014 à mai 2015. La Présidence impliquera l'organisation d'activités, encore à déterminer (telles que side-events, workshops, séminaires ou conférences). Le SPF Justice sera certainement impliqué dans la mesure où la réforme de la Cour européenne - considérée comme un des thèmes institutionnels prioritaires à mettre à l'agenda - ressort de sa compétence.

Accord d'adhésion de l'UE à la Convention européenne des Droits de l'Homme

La Justice continuera à suivre les négociations relatives aux modalités d'adhésion de l'Union européenne à la Convention ainsi que la finalisation des procédures internes au sein de l'Union.

6. Amélioration de la gestion de l'administration

En 2014, le Service public fédéral Justice sera confronté à d'importants défis, comme le transfert d'une partie de la DG Maisons de justice aux Communautés et le début de l'adaptation à la réforme radicale de l'ordre judiciaire. En outre, le processus de modernisation de l'administration se poursuit intégralement.

Renforcement du contrôle interne

Un système de contrôle interne sera développé au sein de l'organisation selon les règles développées dans COSO-INTOSAI, de manière à ce que le SPF puisse consacrer ses efforts à un excellent contrôle organisationnel.

En mettant en place des indicateurs, le système de contrôle interne permettra de mesurer la qualité de nos processus et prestations de service au niveau de la qualité et des délais.

En suivant ces indicateurs dans des tableaux de bord et des outils de gestion performants, aux niveaux de décisions les plus appropriés et en concertation avec ses partenaires, le SPF Justice pourra davantage

zoals ontwikkeld door de rechtspraak van het Hof. Een andere belangrijke maatregel is de verkorting van de termijn van 6 naar 4 maanden om een zaak aanhangig te maken bij het Hof.

Belgisch voorzitterschap van de Raad van Europa

België heeft de eer het Comité van Ministers van de Raad van Europa voor te zitten van november 2014 tot mei 2015. Het voorzitterschap behelst de organisatie van nog te bepalen activiteiten (zoals side-events, workshops, seminars of conferenties). De FOD Justitie zal zeker betrokken worden aangezien de hervorming van het Europees Hof - beschouwd als een van de prioritaire institutionele thema's die op de agenda moeten worden geplaatst - onder zijn bevoegdheid valt.

Overeenkomst inzake de toetreding van de EU tot het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Justitie zal de onderhandelingen inzake de nadere regels voor de toetreding van de Europese Unie tot het verdrag, net als de afwerking van de interne procedures binnen de Unie, blijven volgen.

6. Beter beheer van de administratie

De Federale Overheidsdienst Justitie staat in 2014 voor belangrijke uitdagingen, zoals de overheveling van een deel van de DG Justitiehuisen naar de gemeenschappen en het opstarten van de aanpassing aan de ingrijpende hervorming van de rechterlijke orde. Daarnaast blijft het proces van een verdere modernisering van de administratie onverkort doorlopen

Versterking van de interne controle

Er zal een intern controlesysteem worden ontwikkeld in de organisatie volgens de in COSO-INTOSAI uitgewerkte regels, zodat de FOD zich voor een uitstekende organisatorische controle kan inzetten.

Door de invoering van indicatoren zal het intern controlesysteem de mogelijkheid bieden de kwaliteit van onze processen en dienstverlening op het niveau van de kwaliteit en van de termijnen te meten.

Door die indicatoren te volgen in boordtabellen en performante beheersinstrumenten, op de meest geschikte beslissingsniveaus en in overleg met zijn partners, zal de FOD Justitie de verwezenlijking van zijn

assurer la réalisation de ses objectifs et réagir le plus vite possible aux changements

Création de l'Audit interne

Le service Audit Interne sera installé en 2014. En évaluant, par une approche systématique et méthodique, les processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité, l'audit interne aidera l'organisation à atteindre ses objectifs.

Le SPF Justice suivra de cette manière non seulement la réglementation en vigueur mais cette nouvelle structure permettra aussi de s'assurer du bon fonctionnement du système du contrôle interne sur nos processus et prestations de service.

Le service s'attellera tout d'abord à la rédaction d'un répertoire d'audit et d'un planning d'audit basé sur une analyse de risques étayée, et exécutera ensuite ses missions conformément au planning d'audit validé par le comité de direction.

Opérationnalisation du plan de management stratégique du SPF Justice par des plans opérationnels

Le plan de management (stratégique) du SPF Justice porte sur 6 années.

Pour améliorer l'exécution de ce plan, le SPF Justice mettra en place, dès 2014, un plan opérationnel annuel ou biennal (en fonction du niveau de maturité atteint) qui permettra de coordonner de manière optimale les actions à mener et les moyens (budgétaires, matériels ou humains) nécessaires pour mener ces initiatives d'amélioration.

Ces plans opérationnels successifs constitueront ainsi la feuille de route pour l'ensemble de l'organisation pour la période visée.

Ce travail se fera progressivement. Les différents plans annuels (plan budgétaire, plan du personnel, plan informatique, plan annuel de prévention, etc.) seront petit à petit coordonnés et mis en relation avec les plans d'action des directions générales.

Par cette intégration des plans annuels, nous voulons disposer d'une vue détaillée sur l'ensemble du fonctionnement du SPF Justice, de manière à pouvoir suivre les

doelstellingen beter kunnen waarborgen en zo vlug als mogelijk kunnen reageren op de veranderingen.

Oprichting van de Interne Audit

De dienst Interne Audit wordt geïnstalleerd in 2014. De Interne Audit zal de organisatie bijstaan bij het behalen van haar doelstellingen, door het uitvoeren van evaluaties - volgens een methodische en systematische benadering - van de processen inzake risicomanagement, controle en bedrijfsbeheer, en door het formuleren van voorstellen met het oog op een doorgedreven efficiëntie ervan.

Zo zal de FOD Justitie niet enkel de geldende regelgeving volgen maar die nieuwe structuur zal ook de mogelijkheid bieden zich te vergewissen van de goede werking van het systeem voor de interne controle op onze processen en dienstverlening.

De dienst zal in eerste instantie een auditrepertorium en een auditplanning opstellen op basis van een onderbouwde risicoanalyse en zal vervolgens de opdrachten ervan uitvoeren overeenkomstig de door het directiecomité gevalideerde auditplanning.

Operationalisering van het strategisch managementplan van de FOD Justitie door operationele plannen

Het (strategisch) managementplan van de FOD Justitie geldt voor 6 jaar.

Om de uitvoering van dat plan te verbeteren, zal de FOD Justitie vanaf 2014 een jaarlijks of tweejaarlijks operationeel plan opstellen (op grond van de bereikte maturiteitsgraad) dat de mogelijkheid zal bieden de acties die moeten worden ondernomen en de (budgettaire, materiële of menselijke) middelen die nodig zijn om die verbeterinitiatieven op poten te zetten, optimaal te coördineren.

Die opeenvolgende operationele plannen zullen zo de routekaart voor de volledige organisatie voor de bedoelde periode vormen.

Dat werk zal geleidelijk verlopen. De verschillende jaarplannen (begrotingsplan, personeelsplan, informaticaplan, jaarlijks preventieplan, enz.) zullen geleidelijk aan worden gecoördineerd en aan de actieplannen van de directoraten-generaal worden gekoppeld.

Met die integratie van de jaarplannen willen wij een gedetailleerd beeld krijgen van de volledige werking van de FOD Justitie teneinde de activiteiten van dag

activités au jour le jour, affiner l'allocation des moyens, réagir immédiatement en cas de nécessité et évaluer les résultats obtenus.

Chaque plan opérationnel reprendra, pour l'ensemble du SPF Justice:

Un nombre précis d'actions que le comité de direction s'engage à mettre en œuvre dans la période déterminée;

Les moyens, humains, budgétaires et matériels, nécessaires à leur mise en œuvre, sous la forme d'un plan annuel;

Pour chaque action, la définition d'une réalisation concrète, associée à une échéance précise, au plus tard à la fin de la période.

Les actions seront choisies et priorisées par le comité de direction en fonction de critères qu'il définira pendant le dernier trimestre 2013. Ces critères tiendront notamment compte:

De la pertinence des actions par rapport aux thèmes et objectifs stratégiques du SPF Justice, et par rapport aux priorités politiques de la ministre;

— des ressources — humaines, budgétaires et matérielles — qu'elles nécessitent;

— des bénéfices et des résultats concrets et mesurables, qu'elles entendent atteindre;

— de leur délai d'exécution;

— des risques et des menaces pour l'organisation auxquels elles entendent répondre;

de l'aspect concret et utile des actions;

— des risques qu'elles génèrent et de leur impact sur le fonctionnement de l'organisation.

Les actions seront liées à la réalisation d'un objectif stratégique et d'un thème stratégique, et seront mesurées, évaluées et rapportées tout au long de leur exécution. Elles feront l'objet de rapportage aux différents niveaux du département, sous forme de tableaux de bord.

tot dag te kunnen volgen, de middelen beter te kunnen toewijzen, onmiddellijk te kunnen reageren indien nodig en de verkregen resultaten te kunnen evalueren.

Elk operationeel plan bevat voor de volledige FOD Justitie:

— het precieze aantal acties die het directiecomité voornemens is in de vastgestelde periode uit te voeren;

— de menselijke, budgettaire en materiële middelen die nodig zijn voor de uitvoering ervan, in de vorm van een jaarplan;

— voor elke actie, de definitie van een concrete realisatie met opgave van een precieze vervaldag, uiterlijk de einddatum van de periode.

Die acties worden door het directiecomité gekozen en in een prioritaire volgorde vertaald naargelang van de criteria die men in het laatste kwartaal van 2013 zal bepalen. Die criteria houden inzonderheid rekening met:

— de relevantie van de acties in vergelijking met de strategische thema's en doelstellingen van de FOD Justitie en in vergelijking met de politieke prioriteiten van de minister;

— de menselijke, budgettaire en materiële middelen die voor de acties nodig zijn;

— de concrete en meetbare voordelen en resultaten die met de acties zouden worden bereikt;

de uitvoeringstermijn van die acties;

— de risico's en de bedreigingen voor de organisatie waarop zij een antwoord zouden bieden;

het concrete en nuttige aspect van de acties;

— de risico's die de acties meebrengen en de impact ervan op de werking van de organisatie.

De acties zullen worden gekoppeld aan de realisatie van een strategische doelstelling en een strategisch thema en zullen tijdens de uitvoering ervan voortdurend worden gemeten, geëvalueerd en gerapporteerd. De verschillende niveaus van het departement zullen via boordtabellen op de hoogte worden gehouden over de acties.

Gestion des processus de travail

Le travail de description des processus du SPF Justice, commencé en 2012, poursuivra son cours.

Notre intention est d'achever ce travail, en priorisant chaque année les processus à décrire. Ensuite, les processus feront l'objet d'une analyse globale, de manière à déceler les opportunités d'amélioration. Enfin, nous dépasserons le stade de la simple description pour entrer dans la gestion des processus: mise en place d'indicateurs de performance, monitoring et gestion des risques.

Le Business Process Management (BPM) est la méthodologie utilisée au SPF Justice et vise l'amélioration continue des processus. En clarifiant nos activités, rôles et responsabilités, en simplifiant notre travail via l'élimination de tâches sans valeur ajoutée ou redondantes, en automatisant certaines parties de processus, etc., nous augmenterons la qualité de nos prestations de services et la satisfaction de nos clients.

Cette gestion structurée des processus se poursuit dans toutes les entités et de nouvelles initiatives, tant internes qu'en collaboration avec d'autres départements, sont en cours pour développer davantage notre méthodologie et en concrétiser son impact en termes d'optimisation de nos processus.

Par une gestion continue et intégrée des processus, le SPF souhaite contribuer à l'amélioration des temps judiciaires, assurer la continuité des prestations de service dans le cadre des réformes de l'état et garantissant un déroulement cohérent et continu des dossiers dans l'ensemble de la chaîne pénale.

Développement d'une structure et d'une méthodologie pour coordonner les statistiques

Le SPF Justice assurera la mise en place d'un système de reporting pour la mise à disposition des statistiques aux responsables du département afin que ceux-ci disposent de toutes les informations analytiques nécessaires afin de prendre, sur base d'analyses professionnelles, les décisions stratégiques et tactiques optimales au profit du département, des ses partenaires et de ses clients.

Il commencera par dresser un bilan des ressources et données disponibles ainsi que de leur utilisation.

Beheer van de werkprocessen

De werkzaamheden rond de beschrijving van de processen van de FOD Justitie zijn in 2012 van start gegaan en zullen worden voortgezet.

Wij willen deze werkzaamheden afronden door elk jaar aan de te beschrijven processen een prioritaire volgorde te geven. Vervolgens zullen de processen globaal geanalyseerd worden teneinde de mogelijkheden tot verbetering te detecteren. Ten slotte gaan we van het stadium van de loutere beschrijving over naar het beheer van de processen: invoering van prestatie-indicatoren, monitoring en risicobeheer.

De FOD Justitie maakt gebruik van de methodologie Business Process Management (BPM), waarmee de voortdurende verbetering van de processen wordt beoogd. Door onze activiteiten, rollen en verantwoordelijkheden te verduidelijken en ons werk te vereenvoudigen, onder meer door zinloze of overbodige taken te elimineren en bepaalde delen van processen te automatiseren, verhogen wij de kwaliteit van onze dienstverlening en de klantentevredenheid.

Dat gestructureerd beheer van de processen zet zich door in alle entiteiten en er zijn nieuwe initiatieven - intern en in samenwerking met andere departementen - aan de gang om onze methodologie verder te ontwikkelen en de impact ervan te concretiseren bij het optimaliseren van onze processen.

Door een continu en geïntegreerd beheer van de processen wenst de FOD bij te dragen tot de verbetering van de gerechtelijke doorlooptijden, de continuïteit van de dienstverlening in het kader van de staatshervormingen te waarborgen en een coherent en continu verloop van de dossiers in de volledige strafrechtelijke keten te garanderen.

Ontwikkeling van een structuur en van een methodologie om de statistieken te coördineren

De FOD Justitie zal zorgen voor de invoering van een reportingsysteem voor de terbeschikkingstelling van de statistieken aan de leidinggevenden van het departement opdat zij over al de nodige analytische informatie zouden beschikken om, op grond van professionele analyses, optimale strategische en tactische beslissingen te nemen ten gunste van het departement, de partners en de klanten ervan.

De FOD Justitie zal eerst een balans opmaken van de beschikbare middelen en gegevens en van het gebruik ervan.

Efficacité de la communication

Le Service public fédéral Justice couvre un champ d'activités hétérogène. C'est la raison pour laquelle la communication nécessite une approche transversale et exige une dynamique particulière fondée sur un plan de communication stratégique qui fixe les différentes actions pour les années à venir et définit les priorités. Le SPF Justice présentera un tel plan, rédigé en collaboration avec le SPF P&O, à l'automne 2014.

Projet Gestion des plaintes pour l'ordre judiciaire

Une gestion des plaintes sera mise en place au sein de la DG ROJ du SPF Justice. Chaque Service public fédéral doit en effet assurer une gestion des plaintes opérationnelle.

L'objectif final du projet est de disposer au sein de la DG ROJ d'une gestion centralisée des plaintes pour le traitement des plaintes de l'ordre judiciaire. Afin d'améliorer l'orientation client de la DG ROJ, les plaintes seront traitées au travers d'une procédure uniforme. Cette procédure interne prévoira en outre des délais dans lesquels les plaintes devront être traitées.

Les plaintes seront enregistrées de manière centralisée, suivies via un numéro unique et recevront un accusé de réception. Afin de soutenir les services internes dans le traitement des plaintes, un formulaire de plainte uniforme sera utilisé.

Dans une première phase, le projet a été orienté sur l'exécution d'une analyse de la manière dont les plaintes sont actuellement traitées au sein de la DG ROJ et, dans une seconde phase, il avancera une proposition d'amélioration.

Nouvelle carrière pour les fonctionnaires

La nouvelle carrière pour les fonctionnaires s'inscrit dans une perspective dynamique de gestion des ressources humaines qui a pour objectif de stimuler les membres du personnel dans le développement de leur carrière. À partir du 1^{er} janvier 2014, elle lie étroitement l'évolution de la carrière pécuniaire au processus d'évaluation. Elle concerne l'ensemble du personnel contractuel et statutaire du SPF Justice à l'exclusion du cadre technique et de surveillance des établissements pénitentiaires, du corps de sécurité, des magistrats, des services extérieurs de la Sûreté de l'État et des agents

Een efficiënte communicatie

De activiteiten van de Federale Overheidsdienst Justitie bestrijken een heterogeen terrein. De communicatie behoeft daarom een transversale aanpak en vereist een bijzondere dynamiek gebaseerd op een strategisch communicatieplan dat de verschillende acties voor de komende jaren vastlegt en de prioriteiten definieert. De FOD Justitie presenteert zulk plan, dat opgesteld wordt in samenwerking met de FOD P&O, in het najaar van 2014.

Project klachtenmanagement Rechterlijke Orde

Er komt een klachtenmanagement binnen het DG RO van de FOD Justitie. Elke Federale Overheidsdienst moet immers een operationeel klachtenmanagement hebben.

Het uiteindelijke doel van het project is om binnen het DG RO over een gecentraliseerd klachtenbeheer te beschikken voor de behandeling van de klachten van de Rechterlijke Orde. Om de klantgerichtheid van het DGRO te verhogen, zullen de klachten via een uniforme procedure worden behandeld. Daarnaast voorziet deze interne procedure in termijnen waarbinnen de klachten moeten worden behandeld.

De klachten worden centraal geregistreerd, opgevolgd via een uniek nummer en voorzien van een ontvangstbevestiging. Om de interne diensten te ondersteunen in de verwerking van de klachten, zal een uniform klachtenformulier worden gehanteerd.

Het project is in een eerste fase gericht op het uitvoeren van een analyse van de huidige manier van klachtenbehandeling binnen het DGRO en zal in een tweede fase een verbeteringsvoorstel naar voor brengen.

Nieuwe loopbaan voor ambtenaren

De nieuwe loopbaan voor ambtenaren past in een dynamisch perspectief inzake het beheer van de human resources dat tot doel heeft de personeelsleden te stimuleren bij de ontwikkeling van hun loopbaan. Vanaf 1 januari 2014 wordt de ontwikkeling van de geldelijke loopbaan nauw verbonden met het evaluatieproces. De nieuwe loopbaan betreft alle contractuele en statutaire personeelsleden van de FOD Justitie met uitzondering van het technisch personeel en het bewakingspersoneel van de penitentiaire inrichtingen, het veiligheidskorps, de magistraten, de buitendiensten van de Veiligheid van de

scientifiques de l'INCC. Le personnel des greffes et parquets suivra.

Les anciens cercles de développement ont, d'un point de vue général, déjà été appliqués au sein du SPF mais de grands efforts sont nécessaires pour que cette méthodologie fasse son entrée dans les greffes et les parquets.

De manière générale, une grande attention sera accordée à la qualité des données de nos systèmes informatiques en matière de GRH par le biais d'un rapportage systématique et d'indicateurs de suivi au sein du Balanced Score Card (BSC)

Cette nouvelle carrière implique également une nouvelle manière de travailler, liée bien plus qu'auparavant aux résultats à atteindre. Le moment où l'on travaille est moins important que la qualité du travail qui est remis à temps.

Pour soutenir ce nouveau mode de travail, de nouvelles méthodes de travail et l'intégration d'équipements de travail mobiles seront mises en place. Les collaborateurs recevront un ensemble d'équipements qu'ils pourront compléter par leurs propres équipements connectés à l'environnement de travail de la Justice (bring your own device). Les collaborateurs pourront acquérir ces équipements mobiles à un prix réduit, négocié par le SPF Justice, et les utiliser partout à un tarif professionnel.

Le service d'encadrement P&O travaillera par ailleurs activement au développement d'une politique de bonheur au travail. Cette nouvelle dimension est une démarche globale se basant sur la reconnaissance et le respect des talents individuels et qui voit le bonheur au travail comme un facteur de performance et un levier de productivité.

Organisation des importants glissements internes qui surviendront en 2014

2014 sera caractérisée par le transfert d'un certain nombre de compétences vers les Communautés/Régions. Les 1200 collaborateurs des maisons de justice se préparent à un transfert physique. La Justice veille à ce que leurs droits acquis dans le passé au niveau fédéral soient préservés.

La réforme du paysage judiciaire, le transfert des maisons de justice et la poursuite de la modernisation doivent lancer une réflexion globale sur le rôle, les responsabilités et les tâches ainsi que sur la structure des services centraux.

Staat en het wetenschappelijke personeel van het NICC. Het personeel van de griffies en parketten zal volgen.

De vroegere ontwikkelcirkels zijn al algemeen gebruikt binnen de FOD maar een grote inspanning is nodig om die methodiek bij de griffies en parketten ingang te laten vinden.

Over het algemeen zal veel aandacht worden besteed aan de kwaliteit van de gegevens van onze computersystemen inzake HRM door een stelselmatige rapportering en indicatoren voor follow-up in de Balanced Score Card (BSC).

Deze nieuwe carrière impliceert ook een nieuwe manier van werken, veel meer dan vroeger geënt op de te behalen resultaten. Wanneer men werkt is minder belangrijk dan de kwaliteit van het werk dat op tijd wordt binnengeleverd.

Dit nieuwe werken wordt omkaderd door nieuwe werkmethodes en integratie van mobiele werkmiddelen. Medewerkers krijgen een pakket aan werkmiddelen dat zij kunnen aanvullen met eigen middelen die gelinkt worden met de justitiewerkomgeving (bring your own device). Medewerkers kunnen die mobiele middelen kopen tegen verminderde prijs onderhandeld door de FOD Justitie en overal gebruiken tegen een professioneel gebruikstarief.

De stafdienst P&O zal overigens actief werk maken van de ontwikkeling van een beleid inzake geluk op het werk. Die nieuwe dimensie is een algemene benaderingswijze die gebaseerd is op de erkenning van en het respect voor de individuele talenten waarbij geluk op het werk wordt gezien als een performantiefactor en een hefboom van productiviteit.

Organisatie van omvangrijke interne verschuivingen die in 2014 op gang komen

2014 wordt gekenmerkt door de overgang van een aantal bevoegdheden naar de gemeenschappen/ge-westen. De 1200 medewerkers van de justitiehuzen bereiden zich voor op een fysieke overgang. Justitie zorgt ervoor dat hun rechten uit het verleden op federaal niveau worden gevrijwaard.

De hervorming van het gerechtelijk landschap, de overgang van de justitiehuzen en de verdere modernisering moeten een globale reflectie op gang brengen over de rol, verantwoordelijkheden en taken structuur van de centrale diensten.

Développement d'une stratégie ICT pour la Justice

Au sein du SPF Justice, nous travaillons au développement d'une stratégie ICT globale pour la Justice à moyen terme et à long terme.

Afin de la soutenir, la ministre a l'intention de jeter en 2014 un certain nombre de fondements (SOA) essentiels nécessaires pour permettre aux futurs projets ICT de fonctionner de manière plus efficace.

— un projet IAM pour l'authentification, l'autorisation et le logging des collaborateurs internes, des partenaires du SPF et des citoyens qui utilisent les applications du SPF.

— un projet ESB pour réaliser des connexions entre les applications internes et externes via un point central.

Standardisation et protection de l'environnement de travail

Sur le plan de l'équipement informatique, la standardisation du parc PC, via le projet PC@Work, et la mise en œuvre des systèmes de gestion nécessaires pour ce faire seront finalisées tandis que la poursuite du déploiement d'imprimantes multifonctionnelles modernes devra encore réduire les coûts d'impression. Ces modernisations créent également de nouvelles possibilités en matière de soutien aux utilisateurs, permettant d'optimiser la disponibilité et le bon fonctionnement des équipements des utilisateurs finaux. Toutes ces étapes sont indispensables pour poursuivre l'informatisation de la Justice et elles constituent l'assise sur laquelle pourra se déployer le fonctionnement interne orienté vers l'avenir.

En recourant à la technologie SAS, le Business Intelligence (BI) continuera de se développer afin de disposer à tout moment de statistiques up-to-date sur les diverses dimensions de la politique judiciaire. ICT a conçu le projet visant la création d'une plate-forme BI commune pour l'ordre judiciaire (BICC), dans laquelle les différents acteurs concernés par le Business et l'IT se réunissent en échangeant des Best Practices afin d'élaborer une BI Gouvernance pour la Justice.

Le SPF Justice constate également que les menaces ICT qui s'abattent sur elle ont sensiblement augmenté ces dernières années. Il ne s'agit pas uniquement d'un problème auquel est confrontée la Justice. Il s'agit d'un problème qui devrait être aujourd'hui mis à l'agenda de chaque service public et, par extension, de chaque entreprise belge. Les conséquences de telles menaces

De ontwikkeling van een ICT-strategie voor Justitie

Binnen de FOD Justitie werkt gewerkt aan de ontwikkeling van een globale ICT strategie voor Justitie op middellange en lange termijn.

Het is de intentie van de Minister om de ondersteuning hiervan in 2014 een aantal essentiële ICT (SOA) fundamenteën op te starten die noodzakelijk zijn om bestaande en toekomstige ICT projecten op een efficiëntere manier te laten functioneren

— een IAM project voor de authenticatie, autorisatie en accesslogging van interne gebruikers, de partners van de FOD en de burger die de applicaties van de FOD gebruiken

— een ESB project om koppelingen tussen interne en externe applicaties te realiseren via een centraal punt.

Standaardisering en beveiliging van de werkomgeving

Op het vlak van de informatica-uitrusting zal de standaardisering van het pc-park, via het PC@Work project, en de implementatie van de hiervoor noodzakelijke beheerssystemen afgerond worden terwijl de verdere uitrol van moderne multifunctionele printers de afdrukkosten verder terug moet dringen. Deze modernisering creëren tevens nieuwe mogelijkheden qua ondersteuning van de gebruikers, waardoor de beschikbaarheid en de goede werking van de eindgebruikersapparatuur geoptimaliseerd kan worden. Dit alles zijn noodzakelijke stappen in de verdere informatisering van Justitie en ze vormen de basis waarop de interne werking toekomstgericht tot ontplooiing kan komen.

Gebruikmakend van SAS-technologie wordt het Business Intelligence (BI)-gegeven verder ontwikkeld teneinde ten allen tijde up-to-date statistieken te hebben over diverse dimensies van het Justitieel beleid. ICT maakte het ontwerp voor de oprichting van een gemeenschappelijk BI platform voor de rechterlijke orde (BICC), waarin de verschillende betrokkenen bij Business en IT door uitwisseling van Best Practices samen komen tot het uitwerken van een BI Governance voor Justitie.

De FOD Justitie stelt tevens vast dat de ICT-dreigingen die op haar afkomen de laatste jaren opmerkelijk zijn toegenomen. Dit is niet alleen een probleem waar Justitie mee te kampen heeft. Het is een probleem dat vandaag op de agenda zou moeten staan van elke overheidsdienst en bij uitbreiding van elke Belgische onderneming. De maatschappelijke gevolgen van

au plan social peuvent en effet avoir rapidement d'importantes répercussions très concrètement visibles dans les services publics: données à caractère personnel qui tombent en de mauvaises mains, systèmes internes et externes qui se bloquent, systèmes externes utilisés de manière abusive (p. ex. phishing ou vol d'identité).

Pour cette raison, le service d'encadrement ICT du SPF Justice a lancé récemment un projet d'amélioration qui devra permettre, via un plan d'action à court terme et à moyen terme, de se consacrer de manière structurelle à la protection de l'information et à la gestion des risques. Le SPF Justice pourra ainsi faire face à l'augmentation du nombre de menaces ICT graves. Dans cette phase, le parcours d'amélioration a été compris comme un projet-pilote au SPF Justice appliqué à 3 applications ICT stratégiques (Casier judiciaire, MaCH et JustScan).

Optimalisation du Budget de la Gestion

Le service d'encadrement Budget et Contrôle de gestion a instauré un suivi permanent de l'exécution du budget afin de pouvoir mettre à la disposition du management les instruments pour répartir les moyens disponibles en fonction des objectifs et des priorités et pour pouvoir prendre les décisions éventuellement nécessaires pour procéder à des adaptations.

L'automatisation de la collecte des données budgétaires constitue également une priorité pour diminuer la charge de travail et la consacrer à l'amélioration de l'analyse des propositions des services, à leur synthèse et au rapport.

Le service d'encadrement Budget et Contrôle de gestion poursuit ses efforts pour faire rapport de la planification et de l'utilisation des moyens budgétaires de plus en plus limités et formule des propositions au management afin que les moyens soient affectés de la manière la plus efficace possible. Ce sont surtout les frais de fonctionnement généraux qui connaîtront une diminution grâce à diverses initiatives.

De nouvelles formes d'organisation de bureau, faisant davantage appel au télétravail, à des moyens de communication modernes et à des lieux de travail flexibles, remplaceront progressivement les lieux de travail fixes classiques. Le morcellement du support logistique quant aux missions essentielles doit également faire place au sein du SPF à une stratégie plus efficace et à un facility management soutenu par un outil FMIS (Facility management information system) qui donne une image

dergelijke bedreigingen kunnen bij overheidsdiensten immers al snel heel concreet zichtbare en zwaarwichtige gevolgen hebben: persoonsgegevens die in verkeerde handen vallen, interne en externe systemen die blokkeren, externe systemen die worden misbruikt (bvb. phishing of identiteitsdiefstal).

Om die reden heeft de stafdienst ICT van de FOD Justitie recent een verbeteringsproject opgestart dat via een actieplan op korte en middellange termijn moet toelaten op structurele wijze aan informatiebeveiliging en risicobeheer te doen, waardoor de FOD Justitie het hoofd kan bieden aan het verhoogd aantal ernstige ICT-dreigingen. Het verbeteringstraject is in deze fase opgevat als een pilootproject binnen FOD Justitie dat wordt toegepast op 3 strategische ICT-toepassingen (Strafregister, Mach en Justscan).

Optimalisering van Begroting en Beheer

De Stafdienst Begroting en Beheerscontrole heeft een permanente follow-up van de uitvoering van de begroting ingesteld teneinde de instrumenten om de beschikbare middelen te kunnen verdelen naar gelang van de doelstellingen en de prioriteiten en om de eventueel noodzakelijke beslissingen inzake aanpassing te kunnen nemen, ter beschikking te stellen van het management.

De automatisering van de verzameling van de budgettaire gegevens vormt eveneens een prioriteit, teneinde de werklast ervan te verminderen en deze te wijden aan de verbetering van de analyse van de voorstellen van de diensten, de synthese ervan en de verslaggeving.

De Stafdienst Begroting, Budget en Beheerscontrole zet zijn inspanning verder om te rapporteren over de planning en het gebruik van de steeds schaarser wordende budgettaire middelen, en doet voorstellen aan het management om de middelen zo efficiënt mogelijk in te zetten. Vooral op het vlak van de algemene werkingskosten zullen diverse initiatieven leiden tot een daling ervan.

Nieuwe vormen van kantoorinrichting waarbij meer ingezet wordt op teleworking, moderne communicatiemiddelen en flexibele werkplekken, zullen de klassieke vaste werkplekken geleidelijk aan vervangen. Versnipperde logistieke ondersteuning van de kernopdrachten moet ook binnen de FOD plaats maken voor efficiënter beleid en facility management ondersteund door een FMIS tool (Facility management information system) dat een nauwkeuriger beeld geeft van de

plus précise des activités et moyens de soutien et de l'endroit où ils sont mis en œuvre.

Une véritable politique d'achat sur l'ensemble du SPF, qui doit être plus efficace et générer des économies, doit également pouvoir être confrontée à la plus-value qu'elle apporte dans l'exécution de la mission du SPF. Pour venir sur le marché avec des volumes importants, il est recommandé que le SPF Justice ouvre ses marchés publics à d'autres SPF également, ce qui permettra de négocier de meilleurs prix.

La ministre de la Justice,

Annemie TURTELBOOM

ondersteunende activiteiten en middelen en waar ze ingezet worden.

Een echt aankoopbeleid over de ganse FOD heen, dat efficiënter en kostenbesparend moet zijn moet ook getoetst kunnen worden aan de meerwaarde die het biedt bij de uitvoering van de missie van de FOD. Om met grote volumes op de markt te komen is het aangegeven dat de FOD Justitie zijn overheidsopdrachten ook openstelt voor andere FOD's waardoor betere prijzen kunnen bedongen worden.

De minister van Justitie,

Annemie TURTELBOOM